

INTRODUCTION

« Regarder le travail comme une énigme, ça change tout : que l'on soit enseignant, formateur, accompagnateur d'insertion ou responsable des ressources humaines. En effet, cela veut dire qu'on cherchera à poser les bonnes questions avant de construire une réponse quelconque... »

Louis Durrive

Ce dossier a été conçu pour vous proposer :

- des clefs pour comprendre les questionnements liés au travail,
- des repères pour alimenter et faire avancer votre réflexion.

Notre sélection est issue des travaux menés au sein de notre groupe de travail.

Dossier réalisé et coordonné par Dominique Rousselin-Legrand. CREFOR

Avec la collaboration de :

Germaine Doley. IFA/CCI Rouen

Marie-Noëlle Fabre. IDS

Cécile Feydel DAFCO/CAFOC

SOMMAIRE

Introduction.....	1
Présentation du conférencier	
• Biographie, bibliographie.....	5
Coup de cœur des documentalistes	
• Article illustrant le thème de la conférence.....	9
Bibliographie sélective.....	31
Webographie	
• Laboratoires.....	53
• Sites officiels.....	59
• Revues en ligne.....	61
Editeurs.....	63
Médias pour en savoir plus.....	65
Centres de ressources du réseau Ranfor.....	67

Biographie

Bernard GAZIER, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur agrégé de sciences économiques à l'université Paris I, est économiste du travail et spécialiste des politiques de l'emploi. Il est expert auprès du Commissariat général du Plan, de la Communauté européenne, du Bureau international du travail et de la Banque mondiale.

<http://matisse.univ-paris1.fr/sublimes/index.php>

SES DOMAINES DE RECHERCHE : Economie du travail, Economie normative

SES THEMES DE RECHERCHE : Evaluation des politiques d'emploi, Marchés transitionnels

Ouvrages

L'introuvable sécurité de l'emploi. Co-auteur avec Peter AUER. – Flammarion, 2006. – 193 p.

Tous sublimes, vers un nouveau plein-emploi. – Flammarion, 2003. – 374 p.

Notes : rééd. Sous le titre « **Vers un nouveau modèle social** », Champs-Flammarion, 2005

Les Stratégies des ressources humaines. – La Découverte, 3e éd. 2004. – 122 p.

Economie du travail et de l'emploi. – Précis Dalloz, 1992

Ouvrages ou contributions à des ouvrages

Croissance, emploi et développement, tome n°1 : Les grandes questions économiques et sociales. Collectif d'auteurs

La Découverte, 2007. – 130 p.

Stratégie Européenne de l'Emploi, régimes macroéconomiques et institutionnels et Marchés transitionnels du travail. – A Lechevalier, B. Gazier

In A. Dang et H. Zajdela (dir.). - «Travailler pour être intégré ? », Editions du Cnrs, 2006

Le dualisme du marché du travail

In : José Allouche (coord), Encyclopédie des ressources humaines, Vuibert, 2003. – pp. 386-396

L'employabilité

In : José Allouche (coord), Encyclopédie des ressources humaines, Vuibert, 2003. - pp. 418

Les Marchés Transitionnels du Travail

In : José Allouche (coord), Encyclopédie des Ressources Humaines, Vuibert, 2003. – pp. 862-870

La tension comparative

In : Michel Lallement et Jan Spurk (dir), Stratégies de la comparaison internationale, Paris, CNRS Editions, 2003. – pp. 317-323

L'avenir du travail, de l'emploi et de la protections sociale. Dynamique du changement et protection des travailleurs. – P. Auer, B. Gazier (dir.), Genève, BIT, Institut International d'Etudes Sociales, 2002. – 287 p.

Assurance chômage, employabilité et marchés transitionnels du travail

In : Jean-Pierre Faugère et Andrée Kartchevsky (dir), Philosophie, travail, système(s). Hommages à Guy Caire, Paris, L'Harmattan, 2001. - pp 75-98

Prospective de la Sécurité Sociale. Quelques jalons du point de vue économique

In : Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale (dir), Un siècle de protection sociale en Europe, Paris, La documentation française, 2001. – pp. 245-250

Regards sur les deuxièmes entretiens de l'emploi

In : ANPE, Les Cahiers de l'Observatoire de l'ANPE, Actes des deuxièmes entretiens "Le recrutement dans le nouveau contexte économique et technologique", Paris, novembre 2001 . - pp. 197-204

L'employabilité : la complexité d'une notion

In Patricia Weinert et al (dir), L'employabilité, de la théorie à la pratique, Berne, Peter Lang, 2001. – pp. 3-28

L'économie sociale, formes d'organisation et institutions, B. Gazier, J-L. Outin, F. Audier - L'Harmattan, 1999. - 986 p.
Tome 2, 2000

La normativité des salaires et ses déploiements internes et externes à l'entreprise
In : J.-M. Monnier (ed), Dynamiques économiques de l'équité, Economica, 1999. - pp. 175-205

Rapports de recherche

L'employabilité en Europe au tournant du millénaire. Concepts et applications. Genève, BIT, juillet 2001

Nouvelles formes de travail, régulation du marché du travail et continuité de la protection sociale. - J. Gautié, B. Gazier, M.L. Morin (Rapport du groupe de travail)
In : Jean-Michel Belorgey (dir), Minima sociaux, revenus d'activité et précarité, Rapport pour le Commissariat Général du Plan, Paris, la documentation française, 2000. - pp. 369 - 451

Documents de travail

Assurance-chômage, employabilité et marchés transitionnels du travail
In : Cahiers de la M SE n° 9903, 1999. - 18 p.

Articles

Marchés transitionnels du travail et restructurations : vers une gestion collective des transitions.

In : Revue Ires n° 47, 2005/1. - pp. 302-308

<http://www.ires-fr.org/files/publications/revue/R47/chap17.pdf#search=%22march%C3%A9s%20transitionnels%20du%20travail%22>

Stratégie Européenne de l'Emploi, régimes macroéconomiques et institutionnels et marchés transitionnels du travail . - A. Lechevalier, B. Gazier

Communication au Colloque "L'accès inégal à l'emploi et à la protection sociale" organisé par le MATISSE, 16 et 17 septembre 2004, Paris, Maison des Sciences Economiques.

Au fondement d'une réforme du marché du travail : les "marchés transitionnels du travail" et la gestion contemporaine de la rareté.

In : Année sociologique (L') n° 2, 2003. - pp. 323-344

Les Marchés Transitionnels du Travail : à quel paradigme appartiennent-ils ? J.Gautié, B. Gazier

Colloque Conventions et institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique, 11 - 13 décembre 2003, Paris, Grande Arche de la Défense.

Emplois aidés et Marchés Transitionnels

Colloque Emploi, quelles innovations ?, Caisse des Dépôts et Consignations, 21 juin 2001

L'expérience française

Colloque La prévention du chômage de longue durée : échange de bonnes pratiques, Présidence française de l'Union Européenne, Lille, novembre 2000

Les politiques de l'emploi dans une économie de plein-emploi

In : L'Économie Politique, octobre 2000. - pp. 80-90

L'articulation justice locale/justice globale. Le cas des marchés transitionnels du travail

In : Revue Economique, mai 2000. - pp. 571-581.

Marchés transitionnels et relations de travail

In : La revue de la CFDT, avril 2000, pp. 9-17

Employabilité : concepts et politiques

In : MISEP. Politiques n° 67, automne-hiver 1999. - pp. 38-51

Qu'a-t-on appris sur le lien salaire-emploi grâce aux débats sur les politiques de l'emploi ?. - C. Erhel, J. Gautié, B. Gazier

In : Cahiers d'Economie Politique n° 34, 1999. - pp. 249-280.

Travaux de recherche & publications

Lutter contre le chômage en multipliant les droits à la mobilité

In : Alternatives Economiques Hors-série n° 39 "L'emploi", 1er trimestre 1999. - pp. 48-50

Assurance-chômage, employabilité et marchés transitionnels du travail

Communication au Commissariat Général du Plan. Séminaire Transformations du marché du travail et continuité de la protection sociale, Paris, mars 1999

<http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/mse903.pdf>

Les ressorts ambigus de la notion de contrepartie

In : Economie et humanisme n° 351, décembre 1999. - pp. 17-20

24

*« Marchés transitionnels du travail »,
emploi durable et économie sociale*

BERNARD GAZIER

Faut-il développer des crèches privées ou des congés parentaux ? comment lutter contre le chômage ? comment organiser le soin des personnes âgées dépendantes ? face à la violence des restructurations et des licenciements collectifs, sait-on aménager des itinéraires de reconversion ? et pourra-t-on durablement lutter contre la concurrence des pays à bas salaires ? ces questions sonnent comme autant de défis à l'aube de ce millénaire.

Si l'on recherche une vision d'ensemble de ces interrogations, on est conduit à parcourir les transformations du spectre entier des activités productives telles qu'elles se déploient aujourd'hui, formelles ou informelles, marchandes ou non marchandes, du point de vue de l'organisation de la société. C'est la thématique des « nouvelles divisions du travail », qui permet de s'interroger à la fois sur le jeu actuel des interdépendances et des concurrences entre acteurs, et sur les solidarités qui les lient ou pourraient les lier.

On abordera cette thématique en trois temps. Tout d'abord, on évoquera quelques-uns des changements qui affectent la division du travail aujourd'hui, en leur appliquant une vieille distinction saint-simonienne et durkheimienne entre les périodes ou les processus sociaux « critiques » et « organiques », ce qui permettra de montrer l'ampleur de la crise qui affecte les solidarités traditionnelles dans nos sociétés. Ensuite, on présentera le point de vue des « Marchés transitionnels du travail », développé depuis une dizaine d'années par un groupe de chercheurs européens, qui vise à analyser et mieux réguler le spectre des

492 *Sortir de la crise de la société salariale*

activités dans son ensemble et dans ses interactions dynamiques. Enfin, on examinera une des conséquences principales de cette perspective de réforme économique et sociale : l'émergence d'une nouvelle norme d'emploi durable.

Cette présentation, inévitablement très générale, inclura, en illustration et comme en contrepoint, une très brève application aux spécificités de l'économie « sociale », qu'elle soit non marchande, associative, mutualiste ou coopérative. En effet, celle-ci est souvent présentée comme une voie de sortie face aux impasses de notre monde financiarisé, « globalisé ». Mais est-elle condamnée à rester une alternative minoritaire et fragile et pourrait-elle être victime d'une expansion démesurée des relations marchandes ? Il est intéressant d'apprécier dans cette perspective à la fois « organique » et « transitionnelle » le type de contribution qu'elle peut apporter, et le type d'articulation qu'elle peut avoir avec le reste de l'économie, qu'elle soit publique ou privée.

UN ESSAI D'APPLICATION DE LA DUALITÉ « CRITIQUE » /
« ORGANIQUE » À QUELQUES CHANGEMENTS QUI AFFECTENT
LA DIVISION DU TRAVAIL EN CE DÉBUT DE SIÈCLE

Nous vivons une époque « critique »

L'opposition entre des périodes « critiques » et des périodes « organiques » remonte au moins à la tradition saint-simonienne, qui oppose dans l'Histoire des périodes bâtisseuses et des époques dissolvantes. Durant les premières, les solidarités s'expriment aisément et font en quelque sorte tache d'huile : elles témoignent d'une dynamique d'expansion qui les confortent réciproquement, et les avancées des uns nourrissent celles des autres. En revanche, durant les secondes, la dynamique s'inverse. Les solidarités virent au corporatisme, elles deviennent difficiles à affirmer voire suspectes d'égoïsme. L'alternance des deux phases permettrait ainsi un processus d'approfondissement et de remise en cause périodique. C'est ainsi que les solidarités typiques de l'Ancien Régime, telles qu'elles rassemblent les métiers et les corporations, peuvent être ressenties au début de l'ère industrielle comme des entraves discriminatoires à l'expansion des marchés et de la libre initiative. Il y a donc lieu de rechercher, à mesure que le monde industriel d'affirme, d'autres regroupements et d'autres solidarités mieux adaptées aux

besoins de l'époque. Durkheim a repris comme on sait cette opposition pour la transformer quelque peu et l'appliquer à la « division du travail social » et à différentes versions de la solidarité elle-même. L'opposition se joue alors entre les versions « mécaniques » et « organiques » de la solidarité, affectées par le développement des sociétés modernes (voir l'introduction de S. Paugam à cet ouvrage).

Période « critique » *versus* période « organique », cette grille simple voire simpliste d'interprétation peut être appliquée aux transformations qui affectent la division du travail aujourd'hui. Cela revient à supposer simplement qu'au cours du XX^e siècle la construction de l'État-providence moderne et l'intégration de la classe ouvrière via la sécurisation de l'emploi salarié ont représenté une phase « organique » aujourd'hui remise en cause. Une telle hypothèse est assez couramment admise, elle peut par exemple s'appuyer sur les travaux de R. Castel (voir ici aussi sa contribution au présent ouvrage). Ce qui va nous intéresser est alors de rassembler quelques-uns des avatars « critiques » que subissent les formes d'expression de la solidarité de nos jours, du point de la vue de la division du travail.

En voici l'esquisse sur quelques exemples, qui alternent les points de vue des personnes et des entreprises, et partent d'un niveau individuel, microéconomique et local pour arriver au niveau national et international.

Au niveau micro-individuel et familial, la montée de l'égalité entre hommes et femmes remet en cause la division des tâches domestiques et les dynamiques des carrières. Elle peut favoriser une meilleure solidarité au sein d'un couple plus égalitaire, avec une plus grande interchangeabilité des rôles féminin et masculin. Mais la dimension « critique » se voit par exemple dans l'apparition de nouvelles concurrences, parfois féroces entre hommes et femmes, et dans la surcharge de travail vécue par de nombreuses femmes cherchant à concilier l'exercice d'un métier à temps plein et le soin des enfants.

Au niveau micro de l'entreprise, la crise bien connue de l'autorité taylorienne se manifeste par l'enrichissement des tâches, mais aussi par une obligation d'initiative et de réactivité ; cette dualité conduit à des exigences parfois contradictoires voire injustifiées et à la montée de l'intensification du travail, du stress et de l'arbitraire. Au reste, le taylorisme rebondit ailleurs, avec la multiplication de travailleurs précarisés et finalement interchangeables au sein de processus de production qui peuvent toutefois être sophistiqués.

Au niveau « méso-économique », intermédiaire en quelque sorte, le passage de l'industrie aux services présente de nombreux risques

« critiques ». La production et l'accumulation d'objets matériels laissent place à la relation directe avec un prestataire de services et le risque de servitude directe s'accroît (société « servile », obligation de permanence et de réactivité).

En ce qui concerne l'entreprise, on constate aussi l'arrivée de la firme réticulaire, déterritorialisée et apatride. Ce qui entraîne une dilution voire une dissolution des responsabilités sociales, les travailleurs n'ont plus d'interlocuteur alors qu'on leur demande d'être fiables et loyaux : le contraste entre ces demandes à contenu « organique » et une réalité de plus en plus « critique » a été souligné par de nombreux auteurs analysant les tendances récentes du management des « ressources humaines ».

Au niveau macro, les processus de « financiarisation » et de « globalisation » font l'objet de dénonciations répétées. Les interdépendances entre les diverses régions du monde semblent nourrir des processus à somme nulle voire négative : les emplois perdus par l'effet des « délocalisations » se retrouvant sous une forme alliant la précarité et la surexploitation dans les pays les moins développés. Ce n'est pas l'objet de cet article que de valider ou nuancer ces dénonciations. Il suffit ici simplement d'observer que faute d'un processus de compensation international, les éventuels avantages résultant des délocalisations ne sont pas utilisés en faveur des victimes qu'elles font. Ces évolutions doivent entraîner des réponses en termes de reconfiguration des aires de solidarité, mais en attendant elles laissent la place à des stratégies non coopératives, notamment de la part des États. Les interdépendances blessent.

Au niveau macro toujours, un dernier domaine entrecroise le « critique » et l'« organique » de manière particulièrement choquante : la nécessité du « développement durable », respectueux de l'environnement et du tissu social s'affirme. Dans le même temps, les normes et les conditions de sécurité et de respect de l'environnement deviennent des armes anticoncurrentielles maniées par les pays les plus riches à l'encontre des plus pauvres.

Ces quelques notations appelleraient bien des compléments et des nuances. Elles suffisent toutefois pour suggérer qu'à tous les niveaux ce qui était solidarité devient facilement corporatisme de nos jours, et que notre époque est bien « critique ». On doit souligner aussi, retrouvant ici R. Castel et bien d'autres auteurs, la montée des conséquences en termes d'exclusion : les nouvelles divisions du travail renforcent les forts et rejettent les faibles.

Le cas de l'économie sociale

Si nous en venons maintenant à l'économie sociale ou à l'économie non marchande¹ et notamment au cas des associations, il est aisé de montrer qu'elles ont depuis longtemps été prises dans la confrontation de logiques « organiques » et « critiques », et que cette confrontation s'est intensifiée au tournant du millénaire.

Considérons les associations qui affichent des missions d'intérêt général, telles que des associations caritatives, de lutte contre l'illettrisme, d'insertion, etc. Rassemblant des fonds privés, mobilisant des bénévoles, elles témoignent de la prise en charge par la société civile d'une partie des défis sociaux tels que la pauvreté, l'exclusion et se révèlent aujourd'hui indispensables à l'équilibre social, complétant les politiques publiques voire palliant leurs carences au moindre coût. Sont-elles l'alibi d'un système injuste qu'il faudrait transformer radicalement ? Le soupçon « critique » vient ainsi troubler de l'intérieur, et dès l'origine, l'affirmation militante et l'implication « organique ».

Cette question est d'autant plus pertinente que dans de nombreux cas, en Europe peut-être plus qu'aux EU, les ressources des associations proviennent pour une large part de subventions publiques. Deux risques symétriques apparaissent alors : d'un côté, le risque de sous-traitance dominée et de clientélisme, les associations dépendant pour leur orientation et leurs choix quotidiens de l'approbation des pouvoirs publics ; de l'autre, le risque d'une routinisation des canaux associatifs, légitimes voire bureaucratiques et percevant des ressources régulières qui tendent à devenir une rente quelles que soient la pertinence et l'échelle de leurs activités.

Autre dimension « critique » souvent occultée par les intéressés : la concurrence souvent vive entre associations, pour préserver une exclusivité d'expertise voire un monopole d'intervention. Entre « prés carrés »

1. Deux domaines qui ne se recouvrent pas, pour deux conceptions différentes, l'une plutôt française ou européenne et l'autre plutôt anglo-saxonne. D'un côté, l'économie « non-profit » se limite aux associations et fondations sans but lucratif, c'est la vision anglo-saxonne ; de l'autre, l'économie sociale constitue un ensemble plus large qui inclut aussi les mutuelles et les coopératives opérant dans un environnement marchand avec des buts partiellement marchands, mais dont les règles de répartition des ressources et du pouvoir obéissent à des principes non marchands tels qu'« un homme, une voix ». Sans préjuger de ce débat, nous adopterons ici la vision large de l'économie sociale tout en privilégiant le cas des associations. Pour une présentation récente dans le cas français, voir Jeantet (2006).

496 *Sortir de la crise de la société salariale*

et « chasses gardées », cette dimension « critique » vient évidemment nuancer l'engagement et les réalisations « organiques ».

Il en résulte une exigence qui est celle d'un mouvement permanent : le monde associatif doit régulièrement apprécier si les activités auxquelles il se consacre correspondent aux urgences de la société et si les modalités de leur intervention innovent ou s'enferment dans l'habitude.

Ce qui apparaît comme plus aigu dans notre période « critique » relève de deux logiques entremêlées. L'une est une logique de professionnalisation, l'autre une logique de marchandisation. D'un côté, la complexité des interventions s'accroît dans le monde associatif comme partout dans l'économie : gérer une banque alimentaire, aider des sans-abri, monter un réseau de soins à domicile laisse désormais peu de place à l'amateurisme. Dès lors, le conflit s'aiguise entre des permanents, souvent professionnels salariés, et des bénévoles souvent moins qualifiés. Le dilemme devient : faut-il avoir recours à des professionnels au détriment de l'esprit militant ?

La pression vers la professionnalisation rencontre la menace de la marchandisation, rampante ou galopante. Les critiques du poids excessif de l'État et l'affirmation des vertus du privé marchand font partie des idées convenues largement dominantes durant les années 1980 et 1990, et elles ont indirectement attaqué le monde associatif, relevant certes du privé mais accusé de manquer de dynamisme et d'adaptabilité. Les confrontations avec des acteurs du monde marchand sont devenues très fréquentes, que ce soit en termes de concurrence directe ou de partenariat. Il en résulte une inquiétude sur la pérennité des principes associatifs : ils sont pertinents et plus que jamais nécessaires dans un monde apparemment soumis de plus en plus aux règles de l'initiative privée intéressée, mais les associations trouveront-elles les moyens et l'imagination nécessaires à leur mise en œuvre ? ne seront-elles pas elles aussi contaminées en quelque sorte ?

UNE VISION GLOBALE DE L'IMPLICATION PRODUCTIVE : LES « MARCHÉS TRANSITIONNELS DU TRAVAIL »

Issus d'une réflexion pragmatique menée au début des années 1990 par des économistes du Wissenschaftszentrum Berlin (WZB) (Schmid 1995, Schmid et Auer, 1997), les Marchés transitionnels du travail

(désormais MTT) proposent une perspective de reconceptualisation et de réforme d'ensemble des marchés du travail européens pour les adapter aux défis et besoins du début du XXI^e siècle. Prenant acte du brouillage croissant des frontières entre travail rémunéré, activités personnelles et activités socialement utiles, les promoteurs des MTT se centrent sur l'ensemble des « transitions » qu'une personne peut accomplir au sein du marché du travail et autour de celui-ci, pour identifier les « transitions » souhaitables et leur associer de nouveaux droits. Il s'agit ainsi de créer les outils collectifs de contrôle de l'emploi de demain, qui sera largement fait de projets temporaires, de trajectoires productives dépendant de réseaux, et de carrières discontinues mais balisées et protégées.

Les MTT consistent en l'aménagement systématique et négocié de l'ensemble des positions d'activité au sens large, traditionnellement considérées comme les marges de l'emploi, et qui deviennent ici les « transitions » : périodes de formation ou de congé parental, mi-temps tout court ou combiné à un autre mi-temps, associatif par exemple, préretraite à temps partiel... ces périodes et ces occupations ont pour trait commun d'associer des activités jugées socialement utiles à une garantie temporaire de rémunération (qui peut combiner des financeurs divers), et de constituer des passerelles vers d'autres positions sur le marché du travail. Il s'agit donc, par leur développement, de renouveler les bases de la sécurité économique des travailleurs, salariés ou non, et de leur famille, en prenant appui sur les exigences et les opportunités de leur *mobilité* au sens le plus large du terme (voir Schmid et Gazier, 2002 ; Gazier, 2005).

L'idée est ainsi que des transitions et des « passerelles »¹ sont devenues inévitables sur les marchés du travail actuels, qui doivent de toutes manières fonctionner avec des travailleurs à réadapter sans cesse. Les itinéraires deviennent discontinus, ne serait-ce qu'à cause des obligations de recyclage². Les MTT organisent la recherche de nouveaux espaces et de nouvelles modalités de confrontations de l'offre et de la demande, à propos de nouveaux objets de négociation : les positions temporaires

1. Le terme allemand à l'origine de la dénomination « transitionnel » est « übergänge », soit « passerelles ».
2. Ce qui n'implique aucun diagnostic en termes d'accroissement nécessaire des mobilités sur le marché du travail, et encore moins de prescriptions en ce sens. Peter Auer, l'un des initiateurs de l'idée des MTT, a participé à une série de travaux mettant en évidence la persistance de relations salariales durables pour une large fraction du salariat dans les pays développés. Voir Auer et Cazes, 2003.

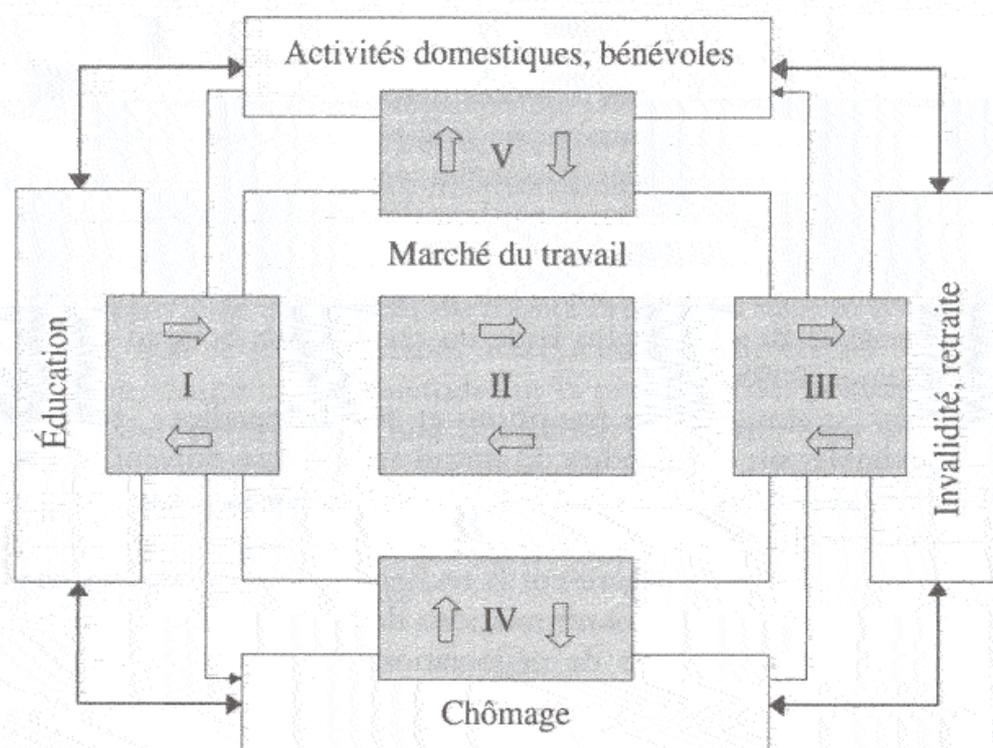
498 *Sortir de la crise de la société salariale*

d'activité. Ainsi la démarche est-elle d'abord positive pour ensuite affirmer son ambition normative. Il s'agit d'identifier les « transitions » sur le marché du travail et autour de celui-ci, afin de repérer celles qui sont favorables à l'initiative et aux revenus des travailleurs (les « bonnes » transitions), pour les promouvoir et décourager les « mauvaises », celles qui conduisent à l'exclusion ou l'appauvrissement.

Ma mobilité dépend de la vôtre

On identifie cinq champs traditionnels de transitions, et les critères des « bonnes » transitions sont au nombre de quatre.

Figure 1
Les cinq champs de transitions



Les cinq champs correspondent tout d'abord (lecture horizontale en partant de la gauche) aux trois séquences traditionnelles de toute vie professionnelle : la formation (initiale ou continue), l'exercice d'une

activité rémunérée (salariée ou non, à temps complet ou temps partiel...), et la retraite (progressive ou totale). Deux sources de mobilités additionnelles figurent verticalement : le chômage, en bas, et les activités sociales utiles non rémunérées (tâches domestiques et familiales, bénévolat, militantisme). La présentation statique du schéma permet d'isoler les cinq champs transitionnels principaux, qui sont indiqués en grisé et ont pour caractéristique soit d'apparaître au sein de l'emploi, soit de relier l'emploi à des positions hors emploi.

L'idée clé est l'existence, au sein de chacun de ces champs, de « transitions critiques » qui ont lieu au cours de la vie des travailleurs et qui sont susceptibles d'infléchir leur itinéraire en un sens socialement non souhaitable. Ces « transitions critiques » peuvent fort bien avoir une origine extérieure au marché du travail, et avoir été causées par un événement de nature privée : une naissance, un divorce, un parent en situation de dépendance... Mais elles peuvent aussi relever directement du marché du travail, comme dans le cas d'un licenciement ou d'une mutation. Les conséquences d'une mauvaise gestion ou d'une mauvaise protection peuvent être un appauvrissement temporaire ou durable, mais aussi un découragement personnel ou même une exclusion objective (cas par exemple des bassins du travail sinistrés).

Quatre principes permettent alors de définir les « bonnes transitions ».

1. Le premier principe est d'accroître la liberté individuelle (ou l'autonomie), en donnant aux personnes plus de *pouvoir*, non seulement en termes financiers, via des transferts mais aussi en termes de participation aux décisions d'emploi qui les concernent. En échange de quoi, les participants au marché du travail pourront accepter d'assumer plus de risques, plus de devoirs et d'obligations.
2. Un second principe est de promouvoir la *solidarité* dans la gestion des risques sociaux et des risques associés au marché du travail. Ceci implique l'inclusion, dans les programmes de redistribution, des travailleurs les plus favorisés, qui courent moins de risques ou sont mieux à même de les assurer.
3. Le troisième principe consiste à rechercher l'*efficacité* des mesures accompagnant les transitions, à travers un processus de spécialisation, coordination et coopération. Celui-ci prend le plus souvent la forme d'un mélange de contributions publiques et privées dans la formulation et la mise en œuvre des politiques correspondantes, et suppose des modalités négociées de prise de décision.

500 *Sortir de la crise de la société salariale*

4. Enfin, le dernier principe consiste à mobiliser l'arsenal des techniques de gestion des risques : contrôle, évaluation et autorégulation, par le biais d'une démarche largement *décentralisée* ou par le management par objectifs. Ce principe requiert la recherche d'une meilleure codétermination des acteurs concernés, que ce soit au niveau de la firme, au niveau local ou au niveau régional.

Une illustration bien connue permet de donner un contenu à l'affirmation de ces principes, et d'en esquisser quelques conséquences. Il s'agit du célèbre « congé à la danoise ».

Le congé danois, expérimenté dans ce pays entre 1996 et 2000, est un congé parental ou de formation. Il consiste pour une bonne part à lier le financement maximal du congé d'un salarié à l'embauche temporaire et volontaire, sur son poste, d'un chômeur préalablement formé. Les durées de congé vont de 6 à 18 mois, et le congé peut être indifféremment parental ou de formation. Les pouvoirs publics contribuent ainsi au financement des surcoûts liés à l'intégration du chômeur. À l'issue de la période de congé, le salarié retrouve son poste cependant que le chômeur, qui a effectué une expérience de remise au travail et rencontré des employeurs, repart sur le marché du travail avec des références et une meilleure insertion. L'intérêt de ce dispositif, coûteux en termes financiers et en termes d'ingénierie sociale, est évidemment que la circulation des salariés dans les espaces « transitionnels » est rendue plus ouverte et plus solidaire. On évite donc les comportements de crispation sur poste, et on remet en selle des demandeurs d'emploi dont certains sont démotivés et appauvris. Les effets associés au programme sont de deux ordres. Il y a tout d'abord un effet partage : les départs en congé ouvrent une série de places temporaires, ce qui contribue à désengorger le marché du travail en cas de chômage trop important, tout en préparant l'insertion productive plus durable des remplaçants. Le second effet est un effet de ré-homogénéisation du marché du travail : la distance entre les personnes pourvues d'un emploi et celles qui en cherchent un est amoindrie.

Deux aménagements principaux ont marqué le mécanisme, qui a connu un grand succès et a été mis en œuvre à grande échelle. D'une part, les formulations initiales prévoyaient d'effectuer les remplacements en recourant à des chômeurs de longue durée. Cet objectif s'est révélé difficile à atteindre (difficulté d'adapter directement aux postes à pourvoir des personnes loin de l'emploi, et réticences des employeurs) et les responsables danois ont préféré construire des programmes spécifiques en direction de ces chômeurs, qui bénéficient indirectement du désen-

gorgement auquel il vient d'être fait allusion. Ensuite, l'amélioration du marché du travail (à laquelle ces congés avaient contribué) a rendu plus perceptibles des besoins accrus en main-d'œuvre voire des pénuries, et les autorités ont choisi de rendre le dispositif un peu moins attractif pour les travailleurs qui prennent le congé. Il y a ainsi une logique de cofinancement négocié et modulable qui s'est affirmée.

L'amélioration de l'emploi, patente à la fin des années 1990 au Danemark, a conduit à l'abandon du dispositif, la liaison entre départ en congé et remplacement apparaissant trop contraignante. Mais ce pays a continué à développer d'autres interventions massives sur le marché du travail, qui font que chaque année ce sont 10 % des travailleurs qui passent par les dispositifs de formation et reclassement.

Parmi les autres traits importants des MTT, il convient de signaler l'arrivée de nouveaux acteurs et financeurs dans les négociations autour de l'emploi et des transitions. Par exemple, organiser des préretraites à temps partiel¹ peut se faire avec l'organisation de compléments d'emploi du temps au sein d'associations qui n'ont pas les moyens de financer un emploi à temps plein et peuvent accueillir des collaborateurs à temps partiel – cet emploi pouvant du reste être cofinancé par un partenaire municipal ou régional. Un tel dispositif a l'intérêt de compléter les revenus et l'activité des travailleurs vieillissants, en satisfaisant des besoins sociaux et sans alourdir la charge des finances publiques.

Au-delà de mesures spécifiques, la démarche des MTT est une démarche d'ensemble : ma mobilité dépend de la vôtre. Il en résulte l'insistance mise sur des négociations locales associant de multiples acteurs susceptibles d'être cofinanceurs. Une série de questions de mise en œuvre surgit alors, portant notamment sur le coût et la cohérence de ces arrangements locaux. En ce qui concerne le coût, les MTT consistent d'abord en réaménagement des mesures existantes, et prennent appui sur les avantages des cofinancements y compris en provenance du travailleur bénéficiaire de la « transition », situations dans lesquelles chaque participant a intérêt au succès de la « transition ». Plus que des dépenses nouvelles, il s'agit plutôt de la réappropriation par les acteurs locaux des sommes souvent très importantes consacrées par l'État aux politiques de l'emploi, et de la tentative de réduire les externalités négatives du marché du travail pour capter les externalités positives. On

1. La préretraite à temps plein n'est pas une mesure obéissant à la logique des MTT, sauf dans certains cas « sociaux ». En effet elle est le plus souvent, quel que soit l'engouement dont elle bénéficie, irréversible, brutale, contraignante, unilatérale et coûteuse.

502 *Sortir de la crise de la société salariale*

peut donc établir des conditions de maîtrise des coûts. La question de la cohérence apparaît par exemple lorsque l'on envisage des régions riches proposant un ensemble sophistiqué de « transitions » pendant que des régions pauvres en sont réduites à une offre minimale. Le moyen de combattre cette incohérence est une politique de transferts, qui suppose d'élaborer et d'utiliser des critères de besoins locaux en termes de « transitions ».

En somme, cette gestion systématique et négociée des « transitions » revient à accorder de nouveaux droits aux travailleurs, qu'ils soient intégrés dans des « marchés internes » leur apportant déjà de multiples garanties de carrière, ou qu'ils soient cantonnés aux « marchés secondaires » et disposant d'emplois avec peu de perspectives d'avancement et de stabilisation. Nous étions partis d'une perspective de réforme des politiques de l'emploi, voici désormais que se dessinent des propositions de réforme de la relation salariale au sein des firmes, en faveur des « stakeholders » et au détriment des actionnaires. Les MTT visent à réduire la distance entre les plus protégés des travailleurs et les autres, mais en apportant plus de droits à tous. Ce qui a pour effet de bénéficier aux moins favorisés, les mobilités des un(e)s permettant celles des autres. Cette conception généralisée et dynamique de l'activité et des trajectoires (« transitions » et « activités sociales utiles » organisées en séquences négociées) permet ainsi de réintégrer directement l'informel de la division du travail dans l'espace de la négociation et de la régulation sociales.

Une version collective et négociée de la « flexicurité »

Les MTT reposent sur l'attribution de nouveaux droits, en particulier des « droits de tirage sociaux » aux individus, leur permettant d'élargir leurs choix en matière de revenus et d'activité. Autrement dit, ils viennent compléter le dispositif traditionnel de protection sociale. L'adjonction de ces garanties supplémentaires peut maintenant être discutée dans sa portée. Il est possible de montrer que les MTT, visant à réformer l'emploi et certains traits de la protection sociale, appartiennent à une nouvelle génération de modèles sociaux cherchant à dépasser les limites des États-providence existants, et constituent une version particulière des propositions regroupées sous le terme de « flexicurité ».

Une première version de celle-ci correspond au modèle social-libéral. Elle repose sur un ensemble de diagnostics et de propositions, qui sont ceux de la « Troisième voie » ou encore de l'« Asset-Based

Welfare » tels qu'ils ont été élaborés et diffusés par un groupe d'auteurs inspirés au premier chef par Anthony Giddens (Giddens, 1998).

Le diagnostic est d'abord que le système antérieur ne laissait pas assez de place à la responsabilité et à l'initiative individuelles. Ensuite, il s'agit de reconnaître une place nouvelle à l'intervention publique. Celle-ci comprend, outre les fonctions traditionnelles de redistribution et de contrôle, un rôle nouveau, celui d'investisseur social. L'État investisseur social est celui qui rend possible l'accès de tous à l'activité professionnelle, via la formation. Il ne s'agit donc plus tant de compenser par des transferts les effets de l'inégalité ou de la pauvreté, que de rendre possible, à travers l'investissement en capital humain, la prise en charge par chacun de son propre itinéraire, par l'accumulation et l'entretien, l'actualisation de ses compétences. Il en découle notamment un compte individuel de formation dont doit bénéficier tout citoyen. Il en découle aussi une mission collective, celle d'assurer la certification et la transférabilité maximale des compétences professionnelles lorsqu'elles ne sont pas validées par un diplôme national. On débouche ainsi sur l'affirmation de l'« Asset-Based Welfare » : il convient de remplacer l'ancien système de protection sociale, qui a failli, par un nouveau « Welfare » fondé sur l'octroi de nouveaux droits qui seront des actifs (« assets ») utilisables par chacun au cours de sa vie. En somme, ce qui se profile ici est une version particulière de l'idée de « Droits de tirage sociaux », conçus comme la base de nouvelles garanties institutionnelles à partir de laquelle chacun peut exercer son libre choix dans un monde où le rôle du marché est étendu de manière à favoriser les initiatives et les adaptations. De manière lapidaire : le but est d'« équiper les gens pour le marché ».

Une nouvelle figure du travailleur apparaît en suivant cette ligne de pensée : loin de l'ouvrier fordien, il s'agit désormais d'un professionnel doté d'un portefeuille de compétences multiples et évolutives, capable de se réorienter ou de se recycler, et tirant le meilleur parti des nouvelles conditions faites aux salariés, de plus en plus associés aux réussites comme aux échecs des entreprises.

On peut toutefois se demander si cette figure ne concerne pas que les plus favorisés des travailleurs, dotés d'un vaste réseau de relations sociales et de moyens intellectuels autant que financiers. L'Américain Paul Osterman a ironiquement caractérisé cette perspective en disant que c'était une stratégie du type « attachez vos parachutes » (Osterman, 1999, p. 185) (« pack your own parachute strategy »). Il est aisé d'observer que la mise en œuvre de dotations initiales, même enrichies, dépend

des capacités dont chacun dispose compte tenu de ses caractéristiques personnelles mais aussi de sa situation sociale. S'il est nécessaire d'« équiper les gens pour le marché », c'est tout à fait insuffisant. Un autre mot d'ordre qui apparaît, et vient en un premier temps compléter pour en fait supplanter le premier : le mot d'ordre d'« équiper le marché pour les gens ». L'exemple déjà cité du congé danois est ici éclairant, avec la création simultanée de formations et de débouchés collectivement construits pour les chômeurs, l'État et les partenaires sociaux venant assumer ici un rôle d'employeur en dernière instance. Le contenu de cet engagement est double.

D'abord, le développement d'une politique active de l'emploi n'en reste pas à la concentration d'efforts sur la formation et la petite enfance qui est caractéristique de l'Asset-Based Welfare. Un ensemble riche de services sophistiqués et sur mesure, avec des infrastructures stables et développées, doit permettre à chacune et chacun de construire et de faire évoluer son plan de vie professionnelle, mais aussi familiale et personnelle.

Ensuite, comme nous l'avons noté, l'organisation simultanée des mobilités et de la formation suppose de nouveaux arrangements institutionnels permettant d'associer l'ensemble des acteurs collectifs concernés à la définition et à la mise en œuvre des opportunités disponibles. Il s'agit ainsi de la recherche d'un nouveau compromis entre initiative individuelle et organisation collective. Au-delà des Droits de tirage sociaux entendus de manière individualiste, il convient d'en organiser l'application concrète et d'accéder à une série de droits de l'homme associés au travail selon la perspective dessinée par Alain Supiot (Supiot, 1999).

Ce qui est commun aux deux modèles de « flexicurité », c'est l'insistance mise sur les dynamiques du marché du travail et sur les trajectoires construites d'autonomie qu'elles doivent porter. Ils diffèrent tant sur l'orientation ultime que sur les moyens : d'un côté, une lecture individualiste des nouveaux « actifs » garantis à chacun, de l'autre, une relance de la négociation collective permettant de libérer les initiatives tout en les balisant. Les MTT peuvent ainsi être à la fois rapprochés du modèle social-libéral, ils appartiennent à la même génération doctrinale visant à actualiser les bases de nos modèles sociaux, et opposés à eux : avec la version collective de la « flexicurité » qu'ils développent, ils définissent le noyau d'un modèle social-démocrate renouvelé.

UNE NOUVELLE NORME DE SOLIDARITÉ :
DIMENSIONS ET EXIGENCES DE L'EMPLOI DURABLE

Cette perspective met au cœur de la gestion sociale de la division du travail une dimension dynamique et transversale. Elle est notamment porteuse de changements dans la définition même du plein-emploi, qu'il convient d'explicitier. Nous pourrions alors revenir brièvement sur les particularités, les promesses et les limites de l'économie sociale.

*Du plein-emploi traditionnel à une nouvelle
norme « transitionnelle »*

Il est nécessaire de préciser brièvement les partages et les responsabilités qu'impliquait la référence au plein-emploi traditionnel, avant d'établir quelques conséquences du point de vue « transitionnel ». Compromis social complexe, le plein-emploi traditionnel comme objectif collectif est apparu au début du XX^e siècle, notamment sous l'impulsion de William Beveridge et de Keynes. Au-delà de l'évidence qu'il a longtemps constituée et qui s'est partiellement défaite aujourd'hui, rappelons-en les contours. Il s'agit fondamentalement d'intégration sociale. Les « classes laborieuses », vivant dans la précarité, étaient en quelque sorte aux marges de la société capitaliste, et l'affirmation du plein-emploi est venue échanger leur discipline productive contre la garantie de leur accès régulier aux consommations de base. Nous pouvons résumer cette norme du plein-emploi traditionnel dans un tableau (tableau 1 ci-dessous) qui distingue les points de vue du travailleur et celui de la société, en ce qui concerne la norme centrale, son contenu dynamique, et son intégration dans l'ensemble plus vaste des activités sociales utiles.

Tableau 1. – La norme traditionnelle du plein-emploi

	Travailleur	Société/environnement
Norme centrale	Emploi stabilisé à temps plein avec salaire minimum garanti, pour l'homme chef de famille	Intégration des classes laborieuses via l'intégration à la production marchande, et l'accès aux fruits de sa progression
Contenu dynamique	Acquisition d'une qualification au sein d'un collectif	Croissance assurée par les politiques étatiques nationales
Ouverture sur les autres tâches sociales utiles	Division interne du travail au sein de la famille cantonnant le rôle de la femme à l'exécution des tâches domestiques	Indifférence à l'environnement Non-reconnaissance des tâches militantes et bénévoles

Dans cette grille, nous retrouvons le biais « industrialo-masculin » qui est caractéristique de la priorité reconnue à l'homme chargé de famille. Il faut rappeler à ce sujet que le confinement des femmes à la vie familiale et au soin des enfants a été souvent présenté, durant la première moitié du XX^e siècle, comme une victoire du mouvement ouvrier. Le taux d'activité des femmes, très élevé à la fin du XIX^e siècle, a ainsi drastiquement baissé durant cette période. Souvent contre l'avis des intéressées, une division du travail interne à la famille s'est mise en place, avec pour conséquence la dévalorisation du travail féminin rémunéré, la femme ne pouvant rapporter dans ce cas qu'un « salaire d'appoint ».

Cet arrangement, désormais et à juste titre considéré comme obsolète, avait pour contrepartie l'instauration du temps plein comme référence unique de l'emploi normal. Cette saturation de l'emploi du temps du chef de famille permettait aussi d'orienter les efforts de contrôle collectifs. D'une part, la fixation d'un salaire minimum horaire permettait de poser un niveau minimal de consommation pour la famille. D'autre part, le chômage étant désormais lui aussi une activité à temps plein, il devenait possible de l'officialiser, de le délimiter et de l'indemniser. Le nom de W. Beveridge est ainsi associé au processus de « *decasualisation of labour* » qui prit place au Royaume-Uni à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e : l'élimination progressive des activités occasionnelles (« *casual* ») permettait de distinguer clairement les travail-

leurs pourvus d'un emploi de ceux qui n'en avaient pas, d'organiser les responsabilités sociales et d'orienter les comportements individuels.

Il est désormais possible de présenter une seconde grille (tableau 2 ci-dessous) récapitulant et prolongeant les apports des réflexions menées en termes de « transitions ».

Tableau 2. – Le plein emploi soutenable selon les « Marchés transitionnels »

	Individu	Société / Environnement
Norme centrale	Autonomie financière individuelle sur moyenne période, obtenue par la participation soit à l'emploi rémunéré soit à des activités sociales utiles.	Autonomie nationale/ régionale assurée au sein de la Division internationale du travail
Contenu dynamique	Accumulation et entretien de compétences au sein de réseaux	Employabilité collective au sein de la Division internationale du travail
Ouverture sur les autres tâches sociales utiles	Compatibilité entre vie familiale, vie personnelle et cycle de vie. Frontière réversible et négociée entre les diverses formes d'activité	Recherche du développement durable tant sur le plan social qu'environnemental

La norme n'est plus le plein-emploi mais le plein-emploi soutenable, cette expression voulant dire que c'est en référence au système ouvert des interactions sociales et à l'environnement que doit s'effectuer la normalisation de l'accès à l'emploi. Il est alors nécessaire de prendre en compte les besoins sociaux en tant que tels et non plus au travers de la division traditionnelle du travail au sein de la famille « male breadwinner ». Dès lors les points d'appui que constituaient le temps plein et le salaire minimum horaire perdent de leur signification, et ce qui compte pour chaque individu, c'est son autonomie financière, sa propre capacité à générer un revenu suffisant par son activité, qu'elle prenne place sur le marché du travail ou dans le cadre des occupations domestiques, bénévoles ou militantes. Un partage éminemment politique apparaît alors. Car l'autonomie individuelle a pour contrepartie une autonomie collective, celle-ci pouvant apparaître soit au niveau national, soit plutôt au niveau régional, et reposant sur l'aptitude à produire et à échanger au sein de la Division internationale du travail. Il est donc logique de continuer à privilégier l'engagement dans les activités mar-

chandes, pour autant qu'elles conditionnent cette autonomie. Mais celle-ci ne peut plus s'envisager indépendamment du respect de l'environnement et des besoins sociaux de base tels que le soin des enfants et des personnes dépendantes.

Le contenu dynamique est lui aussi affecté par le changement de point de vue. Ce sont des formes souples de collectifs qui sont en train de succéder aux « marchés internes » (ceux-ci ne disparaissant du reste pas mais étant assouplis et interconnectés), que l'on peut récapituler sous l'intitulé de « réseaux ». Dans ce cadre, la dimension dynamique de la norme se reformule en termes de compétences individuelles dont il est nécessaire d'assurer la constitution, l'accumulation et l'entretien. Il en résulte une préoccupation d'employabilité collective qui prend la place des politiques traditionnelles de croissance.

Les « marchés transitionnels » et les activités de l'économie sociale

Les apports de la vision en termes de MTT sont au moins de deux ordres en ce qui concerne l'originalité et le potentiel de l'économie sociale. Tout d'abord, l'exigence d'une vision globale des activités marchandes et non marchandes s'oppose à la conception parfois avancée d'une niche séparée ayant vocation à affirmer un contre-modèle romantique. Ensuite, le point de vue dynamique sur les carrières conduit à envisager des itinéraires professionnels et militants séquentiels voire imbriqués et à rechercher leur faisabilité voire leur rentabilité, notamment sous la forme d'expériences d'activités diversifiées.

Il en résulte que les MTT et l'économie sociale présentent des opportunités immédiates l'un pour l'autre. D'un côté, les MTT trouvent dans les organisations de l'économie sociale des financements, des postes correspondant éventuellement à des tâches protégées permettant des parcours d'insertion et d'accumulation de compétences, et enfin des ressources d'expertise fort utiles pour enrichir la palette des « transitions » disponibles. Symétriquement, l'économie sociale peut trouver dans les MTT des sources de financement complémentaire, la possibilité de recruter et de former des collaborateurs et d'organiser des itinéraires ouverts. Ces complémentarités réciproques viennent ainsi alimenter le processus de négociations locales et régionales sur les transitions, tel qu'il a été évoqué ci-dessus.

Plus profondément, face aux risques « critiques » évoqués dans notre première partie, une série d'exigences et d'opportunités croisées appa-

raissent pour les deux partenaires. On l'a vu : l'exigence pour l'économie sociale est d'abord de prospecter en permanence les tâches qui pourront relever de son action. Nous savons qu'elles se déplacent au cours du temps ou encore selon les contextes. L'économie sociale doit être conçue comme perpétuellement mobile, la marge de la solvabilité et de l'apparition de nouveaux besoins ou de nouveaux défis. Les MTT viennent à la fois accentuer cette exigence et la rendre plus aisée à gérer. Le cas des personnes âgées dépendantes le montre. Il impose une prise en charge diversifiée, combinant bénévolat, solidarité familiale et professionnalisme, qui respecte l'égalité des sexes et la dynamique des carrières. Mais les cofinancements permettent de démultiplier les initiatives. Et plus généralement, on doit envisager l'exploration des marges de l'économie sociale comme une activité sociale utile, à subventionner comme telle dans le cadre des MTT.

L'exigence pour les MTT est d'appuyer, de prolonger voire de démultiplier les perspectives d'intégration professionnelle dans un système de mobilités protégées d'ensemble à gérer en tant que tel. Il s'agit ainsi, des deux côtés, de promouvoir davantage de variété systémique et de développer l'évaluation décentralisée.

Le risque de la « marchandisation » est alors à reconsidérer. Les MTT comme l'économie sociale sont amenés à développer des partenariats public-privé, et des cofinancements mettant en interaction des sources marchandes et non marchandes. Il convient d'éviter des partenariats clairement déséquilibrés, notamment lorsque l'expertise et les capacités de redéploiement ne sont que d'un seul côté, en l'occurrence le côté privé marchand. Dans ce cas, comme nous l'avons vu, les acteurs de l'économie sociale peuvent se retrouver ligotés dans un rôle d'alibi. Nous retrouvons aussi les risques déjà mentionnés de sous-traitance et de clientélisme, étendus à l'ensemble de la gestion des « transitions ». Pour les combattre, il convient, certes, de développer l'appropriation locale des ressources et des projets ; mais ceci ne serait qu'un vœu pieux sans l'affirmation de contre-pouvoirs. Ceux-ci sont explicités dans la perspective des MTT. Ils peuvent venir de deux sources. D'une part, la mise sous pression du marché du travail se rapprochant du plein emploi multiplie les possibilités de choix pour les travailleurs ; d'autre part, les nouveaux droits « transitionnels » ont pour effet de limiter, au sein des firmes et dans la société, le pouvoir des actionnaires. L'objectif, en définitive, est de revenir à des solidarités plus « organiques ».

CONCLUSION

Il est à peine besoin de souligner la dimension exploratoire des propos qui ont été tenus, en dépit du nombre consistant de travaux désormais inspirés par les MTT. Sans entrer dans le débat sur leur applicabilité ou leur déclinaison nationale voire locale, on voudrait ici terminer sur une interrogation plus générale encore. Le lecteur l'aura remarqué : le principe de solidarité est l'un des principes centraux gouvernant la mise en œuvre des MTT. Ils développent une action publique en faveur des plus défavorisés qui repose sur une démarche d'intégration dynamique. Mais cette orientation coexiste avec le souci de laisser une très large place à l'initiative individuelle. Ce parti pris qui injecte beaucoup d'individualisme dans la solidarité peut être vu comme une des contradictions qui agitent notre modernité. Mais on peut aussi le rapprocher d'un des principes de base de l'économie sociale : « un homme (ou une femme !) ; une voix », qui pourrait ainsi prendre une signification renouvelée dans les nouvelles divisions du travail.

BIBLIOGRAPHIE

- Auer P. and Cazes S., 2003, *Employment Stability in an Age of Flexibility*, Genève, BIT.
- Anonyme, 1830, *Exposition de la Doctrine de Saint-Simon*, 1829, Paris : au bureau de l'Organisateur et chez A. Mesnier. Séances 3 et 4 (orateur : Bazard, rédacteur : Carnot, élaboration collective par Enfantin, Rodrigues, Fournel et Duveyrier).
- Castel R., 2005, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris, Seuil, « La République des idées ».
- Durkheim É., 1893, *De la division du travail social*, Paris, Alcan.
- Gazier B., 2005, *Vers un nouveau modèle social*, Paris, Flammarion.
- Giddens A., 1998, *The Third Way*, Londres, Polity Press.
- Jeantet T., 2006, *Économie sociale. La solidarité au défi de l'efficacité*, Paris, La Documentation française.
- Osterman P., 1999, *Securing Prosperity*, Princeton, Princeton University Press.
- Schmid G., 1995, « Le plein-emploi est-il encore possible ? Les marchés du travail « transitoires » en tant que nouvelle stratégie dans les politiques d'emploi », *Travail et emploi*, n° 65, p. 5-17.
- Schmid G. et Auer P., 1997, « Transitional Labour Markets. Concepts and Examples

« Marchés transitionnels du travail » 511

in Europe », in Eave 1997, *New Institutional Arrangements in the Labour Market*, Berlin, European Academy of the Urban Environment.

Schmid G. et Gazier B. (dir.), 2002, *The Dynamics of Full Employment. Social Integration by Transitional Labour Markets*, Cheltenham, Edward Elgar.

Supiot A., 1999, *Au-delà de l'emploi*, Paris, Flammarion.

☐ La sécurisation des parcours professionnels. - Édith ARNOULT-BRILL, Conseil économique et social.

Ed. La Documentation française, 2007. – 190 p.

Le Conseil économique et social s'est saisi de la problématique de la sécurisation des parcours professionnels en retenant une approche centrée sur la personne, et prenant en compte la globalité des situations professionnelles, inscrites dans une trajectoire de vie. Il propose des pistes pour bâtir un nouveau système visant à promouvoir des parcours professionnels maîtrisés et favorisant, pour les salariés, les entreprises et le service public, une nouvelle relation de confiance.

Collection des avis et rapports du Conseil économique et social.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/074000392/0000.pdf>

☐ Actes du colloque « La sécurisation des parcours professionnels, entre discours et réalité » du 13 février 2007. – CAS, COE 2007, - 56 p.

Droits individuels transférables, parcours professionnels à l'échelle des territoires, dynamisation des marchés internes, plus grande anticipation de la part des entreprises, renforcement de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et de la formation, coordination plus efficace entre les différents acteurs du service public de l'emploi... Entre discours et réalités, le colloque du 13 février dernier organisé par le COE et le CAS a été l'occasion de faire le point sur un sujet au cœur du débat social.

<http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/ACTEScolloque13fevrier07-03-07.pdf>

☐ Rapport d'étape sur la sécurisation des parcours professionnels. - COE Conseil d'orientation pour l'Emploi, mars 2007. – 159 p.

Dans un rapport discuté jeudi 25 janvier 2007 par le groupe de travail "sécurisation des parcours professionnels" du COE (Conseil d'orientation pour l'emploi) intitulé : "Contrat de travail, sécurisation des parcours professionnels et efficacité économique", Jacques Barthélémy, avocat en droit social, Gilbert Cette, professeur d'économie associé à l'université Aix-Marseille-II (CEDERS), et Pierre-Yves Verkindt, professeur à l'université Lille-II, proposent "quelques orientations de réforme visant à la fois à sécuriser davantage les parcours professionnels et à renforcer l'efficacité du droit du travail".

http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/COE_SPP_rapport_d_etape_mars2007_Pdf.pdf

http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/COE_SPP_avril_2007.pdf

☐ La sécurisation des parcours professionnels. – Agence Régionale de la Formation tout au long de la vie

Ed. Agence Régionale de la Formation tout au long de la vie, janvier 2007. – 32 p.

Ce dossier documentaire réalisé par les documentalistes de l'Agence régionale de la Formation tout au long de la vie (La Rochelle et Poitiers) fournit des références bibliographiques sur la sécurisation des parcours professionnels : expériences européennes et pratiques, rapports, positions des syndicats, des partenaires sociaux et des partis politiques, mutations économiques, marché du travail, employabilité.

[http://www.carif-poitou-](http://www.carif-poitou-charentes.asso.fr/masc25/Integration/CARIF/htm/dossierTech/D_securisation/documents/Ressources_documentaires.htm)

[charentes.asso.fr/masc25/Integration/CARIF/htm/dossierTech/D_securisation/documents/Ressources_documentaires.htm](http://www.carif-poitou-charentes.asso.fr/masc25/Integration/CARIF/htm/dossierTech/D_securisation/documents/Ressources_documentaires.htm)

ftp://portail.carif.org/ftpcarif/d_securisation/bliblio_thematique_Juin_2007.pdf

☐ Vers des principes communs de flexicurité. – Commission des communautés européennes 2007. - 27 p.

L'Union européenne doit "réduire la segmentation des marchés du travail et la précarisation des emplois, de même qu'encourager une intégration soutenue et l'acquisition de compétences" pour adapter les marchés du travail des États membres aux exigences de la mondialisation. Dans une récente communication, La Commission européenne propose des "principes communs" devant servir à l'élaboration de politiques nationales de "flexicurité". Elle élabore aussi "quatre parcours de flexicurité" dont les États membres pourront s'inspirer, en fonction de la structuration de leur marché du travail.

http://ec.europa.eu/employment_social/news/2007/jun/flexicurity_fr.pdf

📖 Croissance, emploi et développement. - Jean-Paul DELÉAGE, Jérôme GAUTIÉ, Bernard GAZIER

Tome n°1 : Les grandes questions économiques et sociales

Ed. La Découverte, repères, 2007. - 120p

Ce livre est le premier d'une série de trois « Repères » qui ont pour ambition de couvrir les principales questions économiques et sociales contemporaines, à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Les textes réunis se caractérisent par trois qualités principales : un souci constant de clarté et de lisibilité ; une problématisation qui donne du sens ; une synthèse de l'état des connaissances scientifiques.

📖 Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2007. - OCDE 2007. - 270 p.

Les gouvernements doivent faire davantage pour aider les travailleurs à s'adapter à la nouvelle économie mondiale, estime l'OCDE.

Plutôt que de voir dans la mondialisation une menace, les gouvernements des pays de l'OCDE doivent chercher à améliorer les réglementations en matière d'emploi et les systèmes de protection sociale de façon à aider les individus à s'adapter à l'évolution des marchés du travail.

Tel est le message qui se dégage de l'édition 2007 des Perspectives de l'emploi que l'OCDE publie annuellement.

Source : WWW.OECD.ORG

http://www.oecd.org/document/42/0,3343,fr_2649_201185_38795434_1_1_1_1,00.html

📖 L'emploi. Collectif d'auteurs

In : Alternatives Economiques Hors série n° 71, 2007. - 66 p.

Ce hors-série traite de l'emploi et aborde les thèmes économiques, sociaux et politiques liés à l'emploi. Ce dossier se décompose en trois parties : - La première partie présente un état des lieux de la situation économique antérieure et actuelle en revenant notamment sur les politiques publiques qui n'ont pas prouvé leur efficacité. - La seconde partie traite de l'emploi en 10 fiches explicatives et exhaustives. - Enfin, la dernière partie est consacrée aux interrogations concernant l'évolution du niveau de l'emploi et le fonctionnement des marchés du travail.

📖 L'histoire de la pensée économique - C.CHAVAGNEUX

In : Alternatives Economiques Hors série n° 73, 3ème trimestre 2007. - 60 p.

Trois grands volets composent ce numéro spécial consacré à l'économie : un état des lieux qui retrace l'évolution de l'économie au cours de l'histoire, à travers l'étude des grandes théories économiques, notamment le courant néoclassique et de son adaptation au marché économique contemporain ; un ensemble d'articles retraçant la multiplication des théories économiques du XVIIe siècle à nos jours ; enfin, les enjeux de l'économie sont abordés par des entretiens avec plusieurs spécialistes sur le devenir de l'économie comme science.

📖 Le contrat unique : est-ce une si bonne idée ? -. Philippe BACCOU

Document de travail, jeudi 12 juillet 2007. - 8 p.

Dans son programme présidentiel, Nicolas Sarkozy s'est prononcé en faveur d'un contrat unique de travail se substituant aux actuels contrats à durée indéterminée (CDI) et à durée déterminée (CDD).

Aujourd'hui, explique Philippe Baccou, haut fonctionnaire et ancien élève de l'ENA, ni les syndicats ni le patronat ne sont favorables au contrat unique. (...) Abondamment discuté depuis l'automne 2006, notamment au sein du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), le contrat unique semble ne pas constituer la meilleure réponse aux difficultés causées par les règles actuelles du contrat de travail.

http://www.fondapol.org/v2/pdf/WP_Contrat_unique.pdf

<http://www.fondapol.org/v2/publication-details.php?id=206&lg=fr>

📖 Mondialisation : les atouts de la France. - Collectif d'auteurs, CAE.

Ed. La Documentation française 2007. -94 p.

La France dispose-t-elle d'atouts dans la mondialisation et si oui, comment les valoriser ? C'est à cette question que répondent les différentes contributions individuelles rassemblées dans ce rapport. Plusieurs lignes de force apparaissent, qui conjuguent diagnostics et recommandations.

<http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/071.pdf>

☐ Anticiper et concerter les mutations : rapport sur l'obligation triennale de négocier. - Henri ROUILLEAULT

Ed. La Documentation française, 2007. - 186 p.

La loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005 a introduit, à l'article L 320-2 du code du travail, au sein d'un chapitre intitulé « Gestion de l'emploi et des compétences. Prévention des conséquences des mutations économiques » une nouvelle obligation triennale de négocier.

Par lettre de mission du 24 novembre 2006, les ministres J-L. Borloo et G. Larcher ont souhaité disposer « d'un état des lieux des bonnes pratiques de négociation et de mise en œuvre, des difficultés rencontrées, et de différentes préconisations opérationnelles ».

Le rapport final remis en juillet 2007 comporte cinq parties dont une qui traite de la diffusion de « la GPEC dans les PME, les branches et les territoires ».

http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/sircom/emploi/raprouilleault.pdf

☐ Rapport sur l'emploi 2006-2007. - Conseil de l'Union Européenne 2007. - 17p.

Ce rapport met en évidence une des priorités de la stratégie européenne pour favoriser l'emploi : attirer et retenir un plus grand nombre de personnes sur le marché du travail en investissant plus dans le capital humain grâce au développement de l'éducation et des compétences.

http://ec.europa.eu/employment_social/news/2007/feb/070207_fr.pdf

☐ Engagements de développement de l'emploi et des compétences

Les organisations professionnelles ou interprofessionnelles peuvent mettre en oeuvre avec l'État, dans un cadre contractuel, les engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) pour anticiper et accompagner l'évolution des emplois et des qualifications. L'objectif des accords ainsi conclus, qui peuvent être annuels ou pluriannuels, est d'anticiper les effets sur l'emploi des mutations économiques, de prévenir les risques d'inadaptation à l'emploi des actifs occupés et de répondre aux besoins de développement des compétences des salariés comme des entreprises. Fondée sur le dialogue social et le partenariat, la démarche EDEC repose sur deux dimensions complémentaires.

Le ministère du Travail a publié une brochure présentant dans le détail cette mesure.

Ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité. - Edec mode d'emploi. - Paris, 2007. - 32 p.

☐ Formation tout au long de la vie et sécurisation des parcours : Jean-Marie Luttringer 2007. - 36 p.

Il faut "ancrer le concept de parcours [professionnel] dans le droit de la négociation collective", souligne Jean-Marie Luttringer du cabinet Circé Consultants, dans son intervention "Formation tout au long de la vie et sécurisation des parcours professionnels, approche juridique". Celle-ci figurera dans le rapport d'étape sur la sécurisation des parcours professionnels du COE.

http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/Intervention_JM_Luttringer_Circe_07-03-07_Pdf.pdf

☐ Livre vert de la Commission européenne : le Parlement européen précise les «priorités de réforme» du droit du travail 2007. - 33 p

Le Parlement européen, réuni en séance plénière mercredi 11 juillet 2007, a adopté le rapport du député polonais Jacek Protasiewicz sur le Livre vert de la Commission européenne sur la modernisation du droit du travail. Selon les députés européens, les réformes prioritaires du droit du travail dans l'Union européenne sont les suivantes : «étendre la protection aux travailleurs occupant des formes d'emploi atypiques», «préciser la portée du travail salarié et faire la lumière sur la zone grise entre les travailleurs indépendants et les travailleurs liés par une relation de travail dépendante», «lutter contre le travail non déclaré» et «faciliter le passage entre différentes situations d'emploi et de chômage».

www.europarl.europa.eu/search/reports/perform.do?language=FR&query=jacek+Protasiewicz

☐ Livre vert : moderniser le droit du travail pour relever les défis du XXI ème siècle. 2006. - 17 p.

La Commission européenne a lancé un vaste débat public sur la nécessité de réviser les régimes actuels du droit du travail pour qu'ils soient en phase avec le marché moderne du travail. Aujourd'hui, quatre travailleurs européens sur dix travaillent sous contrat atypique ou sont indépendants, et la réalité dépasse rapidement la réglementation du marché de l'emploi européen. Dans ce document de discussion (Livre vert «Moderniser le droit du travail pour relever les défis du XXIe siècle»), il sera demandé aux États membres ainsi qu'aux représentants des employeurs et des travailleurs comment le droit du travail au niveau de l'UE et au niveau national peut contribuer

à rendre le marché du travail plus flexible tout en assurant aux travailleurs une plus grande sécurité (notion de «flexicurité»).

http://ec.europa.eu/employment_social/labour_law/docs/2006/green_paper_fr.pdf

☐ Concilier flexibilité du travail et cohésion sociale - Les expériences et les enjeux spécifiques en Europe centrale et orientale. - CONSEIL DE L'EUROPE

Ed. La Documentation française, 2007. - 404 p.

La notion de flexicurité et les applications qui en découlent restent souvent liées au contexte des États providence de l'Europe occidentale. Or, le contexte socio-économique et politique des pays de l'Europe centrale et orientale en appelle à d'autres analyses. Ce volume propose une réflexion élargie sur les concepts et les enjeux liés à la flexibilité du travail et à la cohésion sociale. Il met en évidence les spécificités propres des pays de l'Europe centrale et orientale, Turquie comprise, afin de concevoir des stratégies de conciliation adéquates.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9789287161512/index.shtml>

☐ Les causes du chômage. - COE

2007. - 40 p.

Le Conseil d'orientation pour l'emploi a tenu, le 14 février 2007, une réunion dont l'ordre du jour était consacré aux causes du chômage

Le document de synthèse "Une revue de différentes causes du chômage" établi par le Secrétariat général dans le prolongement du document préparatoire de travail remis au Conseil le 22 décembre 2005 a été examiné par les participants de cette réunion plénière.

Consulter le document de synthèse :

http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/Slides_causes_du_chomage_R.P._14.02.07.pdf

Consulter le document préparatoire de travail du 22/12/2005 :

http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/Doc_1_-_Doc_preparatoire_sur_les_causes_du_chomage.pdf

☐ Mobilités, formation et parcours professionnels : Les multiples visages de la « flexicurité » dans et hors de l'entreprise. - CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE - La note de veille n° 45, 12/02/2007. - 4 p.

La « flexicurité » est souvent présentée comme un compromis entre des exigences antinomiques de flexibilité pour les entreprises et de sécurité pour les salariés. L'étude de quelques situations très courantes sur le marché du travail français montre que la réalité est plus complexe. Si les entreprises ont besoin de flexibilité, elles peuvent également avoir intérêt au maintien de la stabilité de l'emploi.

Prolongeant les pistes tracées dans un document de travail présenté au Conseil d'orientation pour l'emploi, la présente note vise à identifier les premières manifestations concrètes de « flexicurité » sur le marché du travail français ou, en creux, les zones dans lesquelles elle pourrait se développer à l'avenir.

http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Note_de_veille_45_12.02.07.pdf

☐ Les Métiers en 2015. - CAS, DARES

Rapport n° 6 du groupe « prospective des métiers et qualifications » série « qualifications & prospective »

Ed. La Documentation française, 2007. - 235 p.

Le rapport examine en détail une vingtaine de domaines professionnels sous l'angle de la demande de travail (combien de personnes vont partir en retraite dans ces métiers ? comment va évoluer l'emploi dans les secteurs concernés ?), mais aussi de l'offre de travail (quel est le profil des personnes qui sont actuellement dans ces métiers ?). Il fait en particulier un zoom sur les métiers de l'aide et des soins aux personnes fragiles, et explicite les enjeux économiques et sociaux du développement et de la professionnalisation de ces emplois.

Le rapport s'efforce de faire la synthèse de toutes ces réflexions catégorielles pour en tirer des enseignements sur la configuration du marché du travail en 2015 et quels peuvent être les rôles respectifs des pouvoirs publics, des branches et les acteurs territoriaux pour y parvenir et quels outils les uns et les autres peuvent-ils mettre en œuvre ?

http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_metiers_2015.pdf

Voir aussi :

Premières informations premières synthèse n° 2005-50.1 du 7 décembre 2005 :

http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/PIPS_-_50.1_les_Metiers_horizon_2015.pdf

📖 L'avenir du travail. – Collectif d'auteurs

Ed. Fayard, 2007. – 155 p.

Rapport sous la direction de Jacques Attali

Les élèves de tous les lycées d'aujourd'hui travailleront encore en 2050. Quels métiers exerceront-ils ? A quels métiers faut-il les préparer ? Avec quelles technologies ? Dans quelles entreprises ? Selon quelles règles ? Avec quel droit du travail ? Aura-t-on plus de robots ou plus d'employés, ou les deux à la fois ? Comment la globalisation et les délocalisations qu'elle entraîne influenceront-elles sur la nature des professions, sur les revenus, sur la pénibilité du travail ? Comment évoluera le mouvement syndical ? Aura-t-on plus de précarité, ou plus de protection ? Le travail intérimaire se développera-t-il ? Le chômage peut-il disparaître ? C'est à toutes ces questions et à bien d'autres encore que répond cet ouvrage

📖 Les nouvelles politiques de l'emploi. – Yannick L'HORTY

Ed. La Découverte, 2006. – 121 p.

Une politique de l'emploi est un ensemble cohérent de dispositifs visant à soutenir la création d'emplois et/ou le maintien des emplois existants. Elle procède d'une stratégie volontariste des pouvoirs publics et s'appuie sur une représentation du chômage et de ses causes. On peut parler de nouvelles politiques de l'emploi dès lors qu'un ensemble cohérent de nouveaux dispositifs émerge, qui témoigne d'une nouvelle représentation de la nature et des causes du chômage. Les politiques de réduction du coût du travail, d'un côté, et le développement d'incitations monétaires au retour à l'emploi, de l'autre, ont profondément transformé la panoplie des politiques pour l'emploi. En France, comme dans de nombreux pays d'Europe, les nouveaux dispositifs sont ciblés sur les bas salaires, privilégient les incitations monétaires, subventionnent à la fois les salariés et leurs employeurs et mobilisent des budgets sans précédent.

📖 L'introuvable sécurité de l'emploi. - Bernard GAZIER, Peter AUER

Ed. Flammarion, 2006. - 200 p.

Délocalisations, précarité, chômage: avec la mondialisation qui s'accélère, les grandes peurs sont devant nous. Que restera-t-il de nos emplois demain ? Quels salaires et quelles conditions de travail pourront-ils nous offrir ?

Pour répondre à ces questions et fonder un nouvel espoir, ce livre part d'une double conviction.

Il faut d'abord sortir du cadre franco-français. Quels sont les pays développés qui s'en tirent le mieux et pourquoi ? S'inspirer par exemple du modèle danois, mais aussi des «Fondations de travail» autrichiennes qui épaulent le reclassement des personnes en cas de restructuration ; ou encore considérer le congé parental suédois qui favorise à la fois l'égalité des sexes et le retour à l'emploi.

Il faut ensuite repenser la «flexicurité» de l'emploi. Comment combiner les exigences de la flexibilité du travail et celles de la sécurité des personnes ? En commençant par affronter le cercle vicieux du marché du travail : c'est parce que le chômage est massif que les travailleurs s'accrochent à leur emploi. Parler de «mobilité» apparaît alors comme un emplâtre sur une jambe de bois. Avec des garanties collectives fondées sur le dialogue social, avec des entreprises mises en situation de proposer, seules ou en réseau, des parcours professionnels stabilisés, il est possible de reconstruire la confiance. Cela suppose une nouvelle organisation sociale que ce livre met au jour.

📖 La formation professionnelle continue. – Paul SANTELMANN

Ed. La Documentation française, 2006. – 175 p.

Le système de formation professionnelle continue a été remodelé par une loi de 2004 « relative à la formation tout au long de la vie ». Cette réforme a pour caractéristique d'inscrire dans la loi « un droit individuel à la formation » pour chacun. Son objectif est de remédier aux dysfonctionnements et d'éviter que la formation profite prioritairement aux personnes déjà les plus formées.

📖 Emploi : éloge de la stabilité. L'état social contre la flexicurité. - Christophe RAMAUX

Ed. Mille et une Nuits, 2006. - 320 p.

L'opinion publique a largement intégré l'idée de l'instabilité de l'emploi dans notre monde actuel, confortée en cela par le discours entretenu par les tenants du néo-libéralisme sur la mondialisation et la fin programmée du modèle social français. Pour pallier la précarisation de l'emploi, le concept de flexicurité / flexisécurité fait florès : chacun y va de son appellation tant du côté de la droite que de la gauche : sécurisation des parcours et trajectoires professionnelles, sécurité sociale professionnelle, sécurité d'emploi et de formation, formation tout au long de la vie, contrat d'activité . S'agit-il d'une " trouvaille " face à l'augmentation du chômage ? L'ouvrage réfute les idées toutes faites en matière de précarisation de l'emploi et propose des pistes de réflexion sur la refondation de l'Etat social.

Flexisécurité, l'invention. - Danielle KAISERGRUBER

Ed. Anact, 2006. – 132 p.

S'inspirant du concept flexi-sécurité mis en oeuvre dans les pays scandinaves, l'auteur propose de nouvelles voies. Il s'agit de gérer le changement dont les entreprises ont besoin sans que les ruptures produisent exclusion des salariés et appauvrissement des territoires.

Transitions professionnels et risques. – Collectif d'auteurs

Ed. CEREQ, 2006. – 341 p.

Collection Relief n° 15, série Echanges

Les communications réunies dans ce volume font le point sur les différentes manières d'aborder la thématique du risque et des transitions professionnelles. Ainsi, le chômage ou les trajectoires, sont abordés à partir de la question des risques liés à la formation (déclassement), à l'emploi ou à son absence ; le rôle des différents acteurs des relations professionnelles est aussi présent : qui protège contre les risques ? l'individu ? l'État ? l'entreprise ? L'originalité de ces communications vient des disciplines : la question du chômage a été souvent étudiée par les économistes ou les sociologues, plus rarement par des juristes. <http://www.cereq.fr/pdf/jdl2006/journees2006.pdf>

Flexicurité, la protection de l'emploi en débat. – A. BEVORT, M. LALLEMENT, C. NICOLE-DRANCOURT

Ed. La Documentation française, 2006

In : Problèmes politiques et sociaux n° 931, décembre 2006. – 118 p.

Ce dossier analyse les transformations économiques qui mettent aujourd'hui à rude épreuve la protection de l'emploi. Il présente les différentes propositions qui ont été faites pour articuler flexibilité et sécurité de l'emploi. Il dresse un bilan des expérimentations de flexicurité qui ont vu le jour en France et à l'étranger.

Travail et emploi en France. Etats des lieux et perspectives. Sous la dir. Jacques FREYSSINET

Ed. La Documentation française, 2006. – 140 p.

Depuis trois décennies, le monde du travail a connu de profondes transformations. S'agit-il de mouvements imposés par les changements techniques et la globalisation ? Ou peut-on y voir se dessiner des choix de société contrastés ?

L'organisation du travail est caractérisée par l'accroissement simultané de l'autonomie et du contrôle selon des formes variées. Le chômage massif accélère la différenciation des formes d'emploi et aiguise les controverses sur l'orientation des politiques. Les disparités de salaire augmentent, tandis que l'on cherche simultanément à réduire le coût du travail et la montée de la " pauvreté laborieuse ". L'emploi et le temps de travail deviennent des enjeux majeurs des relations professionnelles et soulèvent de vifs débats sur la place respective de la loi et de la négociation collective.

Centrée sur l'expérience de la France, l'analyse montre comment celle-ci dépend du contexte international. Cet ouvrage propose une vision globale de l'évolution du contenu du travail et du statut des salariés.

Faut-il brûler le modèle social français ? Alain LEFEBVRE, Dominique MEDA

Ed. Seuil, 2006. – 153 p.

Chômage élevé, précarité, intégration en panne, inégalités entre hommes et femmes, tout semble se conjuguer pour entamer le moral des Français. Entraînés dans la globalisation, ils doutent d'eux-mêmes, des politiques et de leur modèle social, au moment où ils devraient construire avec vingt-quatre autres pays le modèle social européen auquel ils aspirent. Leur faudra-t-il progressivement se résigner au modèle libéral, dont on vante tant l'efficacité ? Ce n'est pas une fatalité, car il existe en Europe un modèle à la fois compétitif et solidaire, dont les performances impressionnent d'autant plus qu'elles nourrissent une réelle cohésion sociale : celui des pays nordiques. Il est grand temps de faire alliance avec ces Etats qui partagent notre idéal et de développer ensemble une Europe économiquement puissante et solidaire, autour de droits sociaux renforcés et d'un nouveau type d'Etat providence pour le XXIe siècle.

La sécurisation des parcours professionnels. – Groupe Amnyos Consultants

Séminaire, juin 2006. – 27 p.

Dossier technique

La sécurisation des parcours professionnel reste à construire. L'objectif consiste à sécuriser des trajectoires et non des emplois. Des outils existent pour construire des parcours mais ils ont été le plus souvent conçus pour des dispositifs particuliers et ils prennent difficilement en compte les

diversités de situations vécues par les individus ; il semble nécessaire de clarifier la notion de parcours.

<http://www.amnyos.com/IMG/pdf/1-conference-securisation-parcours.pdf>

▣ **Colloque interdisciplinaire, économie, sociologie, droit, « Flexicurité en France. », 7 décembre 2006**

L'ensemble des contributions est téléchargeable sur le site :

- Session A1 : Mesures de l'instabilité
- Session A2 : Causes de ruptures
- Session A3 : Figures de l'instabilité
- Session A4 : Comportements d'entreprises
- **Session B1 : Sécuriser les parcours professionnels**
- Session B2 : Positions syndicales et acteurs locaux
- Session B3 : Expériences internationales
- Session B4 : Expérimentations

<http://www.univ->

[evry.fr/PagesHtml/laboratoires/CPN/Journees_recherche/flexicurite/communication.htm](http://www.univ-evry.fr/PagesHtml/laboratoires/CPN/Journees_recherche/flexicurite/communication.htm)

A consulter :

Sécurité et flexibilité : enseignements d'initiatives territoriales. – Frédéric REY

LISE/CNAM-CNRS, octobre 2006

Dans Session B2 Positions syndicales et acteurs locaux

<http://www.univ->

[evry.fr/PagesHtml/laboratoires/CPN/Journees_recherche/flexicurite/PDF_textes/TB2_Rey_Frederic.pdf](http://www.univ-evry.fr/PagesHtml/laboratoires/CPN/Journees_recherche/flexicurite/PDF_textes/TB2_Rey_Frederic.pdf)

▣ **Colloque international « Etat et régulation social ? Comment penser la cohérence de l'intervention publique », 11 au 13 septembre 2006**

L'ambition de ce colloque est donc à la fois thématique et théorique. Thématique car il s'agit de préciser quels sont les ressorts de l'État social, ses contours, ses limites, sa capacité, ou non, à « rebondir » à l'heure de la financiarisation, de la mondialisation et de la construction européenne (quelle articulation entre l'État social et l'Europe sociale ?). Théorique car nous avons la conviction qu'autour du thème « Comment penser l'État social », il y a indissociablement la possibilité de faire émerger une cohérence qui ne soit pas seulement un positionnement en négatif par rapport à la théorie néo-classique, mais qui donne à voir une cohérence en positif ; la possibilité de faire dialoguer - et, qui sait, dépasser « par le haut » certaines de leurs divergences - différents travaux d'inspiration hétérodoxe (post-keynésiens, marxistes, régulationnistes, conventionnalistes, institutionnalistes, etc.).

Les interventions des conférenciers sont téléchargeables :

<http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-es/html/programme.html>

▣ **Pour un dialogue social efficace et légitime : représentativité et financement des organisations professionnelles et syndicales - Raphaël HADAS-LEBEL**

Ed. La Documentation française, 2006. - 136 pages

Rapport au Premier ministre

Dans le cadre de l'objectif de rénovation du dialogue social fixé par la lettre de mission du Premier ministre du 20 décembre 2005, plusieurs points sont analysés dans ce rapport : la représentativité des organisations syndicales et professionnelles, les règles gouvernant la validité des accords collectifs, les modalités du dialogue social au sein des petites et moyennes entreprises, ainsi que la question plus générale des moyens des organisations syndicales et de leur financement. Sur la base de cette analyse, l'auteur du rapport, Raphaël Hadas-Lebel élabore, pour chacun des points étudiés, plusieurs scénarios d'évolution allant de l'aménagement de l'existant (scénario dit d'adaptation) à une transformation en profondeur de la situation actuelle (scénario dit de transformation).

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000364/0000.pdf>

▣ **Sécurisation des parcours et sécurité sociale professionnelle. – Solveig GRIMAULT**

Ed. IRES, novembre 2006. – 19 p.

Au moment où les partenaires sociaux doivent se retrouver le 10 janvier 2006 sur la sécurisation des parcours professionnels dans le cadre d'un groupe de travail sur la "délibération sociale" proposée par le MEDEF, l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales) revient sur deux rapports "qui ont fortement contribué à structurer les débats": les rapports "Boissonnat" en 1995 et "Supiot" en 1999. Dans un document de travail de décembre 2006, Solveig Grimault, chercheuse à l'institut, présente ensuite les "principales propositions syndicales" des cinq confédérations représentatives et de l'UNSA.

<http://www.ires-fr.org/files/publications/doc%20travail/DT0606SG.pdf>

▣ Les groupements d'employeurs : la sécurité dans la flexibilité ?. – Bénédicte ZIMMERMAN

Ed. Elsevier, 2006

In : Sociologie du travail vol. 48 n° 1, janvier-mars 2006

« Les cadres en groupement d'employeurs sont mieux protégés que les salariés classiques ». Ils veulent relâcher la pression et savent que ce mode d'organisation leur permettra de prendre du recul par rapport à l'entreprise. Autre public concerné : les jeunes cadres récemment sortis de formation, qui voient dans le groupement d'employeurs un outil de capitalisation d'expériences et un tremplin pour le démarrage de leur vie professionnelle. Enfin, ce système intéresse aussi les cadres licenciés autour de la cinquantaine. Peu mobiles, ils sont considérés comme chers sur le marché de l'emploi. Ce compromis leur permet de continuer à exercer leurs compétences au même niveau de rémunération.

http://cadres.apec.fr/delia/core/common/delia/ApecPrintArchivedDossierComplet/currentArticle_ART_43577/%22Les+cadres+en+groupement+d+employeurs+ont+mieux+prot%C3%A9g%C3%A9s+que+les+salari%C3%A9s+classiques%22.html

▣ La flexi-sécurité danoise ; quels enseignements pour la France. – Robert BOYER

Avril 2006. – 54 p.

Le Danemark, a retenu l'attention des chercheurs comme des responsables politiques, au point de constituer un « modèle » original combinant flexibilité pour les entreprises et sécurité pour les salariés. Robert Boyer explore ici les raisons de ce succès, en montre l'origine historique et en tire quelques enseignements prudents concernant l'applicabilité du « modèle danois » en dehors de ses frontières, et tout particulièrement en France.

<http://www.cepremap.ens.fr/depot/opus/OPUS2.pdf>

▣ Le statut du travailleur, la sécurisation des parcours de vie. – CFTC

Avril 2006

Le statut du travailleur se déroule selon un schéma qui prend en compte la consolidation du parcours de la personne tout au long de sa vie professionnelle. Il se construit à partir de propositions réalistes, donc réalisables. Sur les différentes étapes qui jalonnent la vie professionnelle, la CFTC a examiné les risques de ruptures et envisagé les mesures qui n'existent pas aujourd'hui mais qui pourraient soit les éviter, soit permettre de rebondir après de telles ruptures. Il s'agit avant tout d'éviter un engrenage vers la précarité et de permettre au contraire la construction du parcours professionnel et la mobilité choisie.

http://www.cftc.fr/ewb_pages/s/statut_travailleur.php

▣ Le modèle social français. – Collectif d'auteurs

In : Cahiers français n° 330, janvier-février 2006. – 95 p.

La persistance d'un chômage de masse depuis les années 70 et les difficultés de financement de la protection sociale interrogent le modèle français et expliquent un certain nombre d'évolutions ou de transformations intervenues dans les relations de travail et le système de protection sociale. Mutations qui alimentent le débat politique en même temps que les observations et jugements relatifs à certains modèles étrangers, tels ceux en vigueur au Royaume-Uni ou dans les pays scandinaves.

L'enjeu est central pour la France puisqu'il concerne ses facultés d'adaptation à un contexte économique et social très différent de celui des Trente Glorieuses et sa capacité à parvenir à traiter le problème du chômage. Il pose évidemment la question de la pérennité de l'État-providence mis en place après 1945 et du statut reconnu alors aux salariés. Ce modèle peut-il être préservé, et si oui, à quelles conditions ?

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues-collections/cahiers-francais/2006/sommaire330.shtml>

▣ Changements dans le monde du travail. – BIT

2006. – 96 p.

Rapport du Directeur général à la Conférence internationale du travail (95^{ème} session), Genève. – 2006

Pour atteindre l'objectif d'un travail décent pour tous, il est essentiel d'analyser les changements en cours afin d'en comprendre les mécanismes et de se donner ainsi les moyens de les orienter dans le sens d'une amélioration", recommande le rapport.

Les tendances du marché mondial du travail, telles qu'identifiées dans le rapport, comprennent : les changements affectant la main-d'œuvre mondiale, la réorientation de l'emploi due à l'évolution des systèmes de production mondiaux, l'apparition de pénuries de compétences dans le monde

entier, l'augmentation des migrations internationales de main-d'œuvre, la croissance de l'économie informelle, la discrimination dans l'emploi et la profession, et l'augmentation des pressions, tant pour plus de flexibilité que pour plus de sécurité sur les marchés du travail.

En relevant les profondes transformations que subit le monde du travail, le rapport souligne aussi la possibilité d'accroître les chances pour tous les travailleurs, hommes et femmes, d'accéder à un travail décent.

<http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc95/pdf/rep-i-c.pdf>

☐ Travail flexible, salariés jetables ? Fausses questions et vrais enjeux de la lutte contre le chômage. Michel HUSSON (dir)

Ed. La Découverte, 2006. – 138 p.

Les Français ont peur de la précarité et de l'insécurité régnant sur le marché du travail. Mais la flexibilité des salariés, mise en place par de nombreux employeurs et encouragée par une bonne partie des hommes politiques, est-elle vraiment un remède au chômage ? Les auteurs de cette étude en doutent fortement et se demandent pourquoi les salariés devraient encore et toujours s'adapter à un régime capitaliste que les autorités politiques renoncent à réguler. Une analyse incisive sur quelques problèmes plus que jamais d'actualité en cette rentrée.

☐ Stratégie européenne pour l'emploi. - Christine CHARPAIL, Frédéric LERAIS

Document d'études n°114 - avril 2006. – 166 p.

Évaluation des politiques de l'emploi et du marché du travail en France (2000-2004)

Ce rapport, qui résulte d'un travail réalisé par la Dares et la DGEFP avec le concours de nombreuses directions et institutions concernées et des partenaires sociaux, s'efforce de rendre compte des effets sur le marché du travail des politiques françaises et des réformes mises en oeuvre dans le respect des lignes directrices pour l'emploi révisées en 2003. Pour élargir le champ de l'observation et mieux comprendre le cheminement des politiques nationales, nombre de mesures adoptées dès l'origine de la stratégie européenne pour l'emploi, et en particulier depuis le Conseil de Lisbonne en 2000 ont été mises en perspective.

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/DE114SEE-DEFnb.pdf>

☐ La sécurisation des trajectoires professionnelles. - Dominique MEDA, Bertrand MINAULT

DARES

Document d'études n° 107, octobre 2005. – 41 p.

Il existe aujourd'hui un consensus sur la nécessité de concilier les besoins de flexibilité des entreprises et la demande de protection des salariés. Un compromis possible entre ces deux exigences semble se cristalliser sur l'idée d'une « sécurité sociale professionnelle » capable de prendre en charge les risques liés aux transitions - essentiellement les risques d'enfermement dans l'emploi précaire et les risques de chômage de longue durée -, dans une double dimension préventive (éviter le passage par le chômage) et curative (permettre la sortie la plus rapide possible du chômage).

<http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/DE107.pdf>

☐ La société flexible : travail, emploi, organisation en débat. - Matthieu DE NANTEUIL, ASSAAD EL AKREMI (dir)

Ed. Erès, 2005. – 464 p.

Le thème de la flexibilité du travail hante l'actualité sociale - française et européenne - depuis une quinzaine d'années, mêlant ruptures profondes et jugements à l'emporte-pièce. La société flexible est en marche, sans que l'on sache exactement vers où elle se dirige, qui elle emmène ou délaisse, quels sont ses ressorts et ses impasses. La flexibilité semble une réponse à la rigidité taylorienne, à l'entrée dans une économie de la variété et de l'innovation. Dépassant les raccourcis hâtifs, ce livre constitue un vigoureux appel en faveur d'un renforcement du débat démocratique sur l'un des thèmes les plus brûlants de ces dernières années.

☐ Délocalisations, normes de travail et politique d'emploi. Vers une mondialisation plus juste ». - Peter AUER, Dominique MEDA, Geneviève BESSE

Ed. La Découverte, 2005. – 282 p.

La mondialisation et les délocalisations qui l'accompagnent sont-elles à l'origine des pertes d'emploi et de la dégradation des conditions de travail ? Toutes les analyses économiques réfutent cette idée, lorsqu'elles prennent en compte les effets d'ensemble au niveau national ou global et de long terme. Mais ce qui compte, pour les personnes directement concernées, c'est l'impact local et immédiat qui alimente la souffrance et la colère de ceux qui ont été licenciés. Cet ouvrage, qui rassemble les contributions d'économistes, de sociologues et de juristes spécialistes des questions internationales, fait le point sur ce paradoxe : la mondialisation de l'économie a amélioré les

positions des pays impliqués dans son développement et elle a globalement réduit la pauvreté, mais elle ressemble de plus en plus à un monstre qui dévore les emplois parce qu'il n'existe pas de mécanismes de compensation entre gagnants et perdants. Les auteurs décortiquent ici les transformations récentes du travail et du commerce international.

📄 La sécurité de l'emploi face aux défis des transformations économiques. Rapport n° 5. - CERC

**Ed. La Documentation française, 2005. - 184 p.
Collection "Rapport n°5"**

Le CERC a voulu, dans ce rapport, apporter un éclairage sur ce que sont et comment évoluent l'instabilité (perdre ou quitter son emploi) et l'insécurité de l'emploi (perdre son emploi et être durablement au chômage), deux notions que le rapport distingue. L'instabilité de l'emploi s'accroît, en effet, depuis au moins vingt ans, mais l'insécurité globale de l'emploi n'est pas plus forte au début des années 2000 qu'elle ne l'était au début des années 1980. Par contre, les inégalités face à l'instabilité et à l'insécurité entre les différentes catégories de salariés s'accroissent.

<http://www.cerc.gouv.fr/rapports/rapport5cerc.pdf>

📄 Les espaces de la régulation. - Collectif d'auteurs, Didier DEMAZIERE, Héléna HIRATA, Jean-Paul PREVIDENTE, GRIS 2005. - 327 p.

Ce document présente les textes des interventions proposées en atelier lors de la journée de sociologie du travail organisée les 24 et 25 novembre 2005 par le GRIS-Université de Rouen.

Les thèmes abordés portent sur les évolutions qui affectent les relations de travail et le marché du travail : certaines politiques de gestion de la main-d'œuvre ont pris la forme de délocalisations et de fermetures brutales d'entreprises. Est-ce le symptôme pertinent des effets de la « mondialisation » sur l'emploi ? Comment est-ce vécu au quotidien par les salariés ? Quelles sont les marges de manœuvre des organisations syndicales en la matière ? (...) L'entreprise est confrontée aujourd'hui à de multiples transformations (sous-traitance, développement de la firme réseau, rôle des PME...). Quelles en sont les conséquences sur les relations au travail et de travail ? Et ailleurs, dans le tiers secteur par exemple ? Les espaces de la régulation évoluent également en relation avec le difficile accouchement de l'Europe sociale et d'une « mondialisation » multiforme. Notes : texte des interventions de l'atelier n° 6 lors des 10èmes journées de sociologie du travail organisées par le GRIS-Université de Rouen le 24-25 novembre 2005

📄 L'agenda social 2005-2010. une Europe sociale dans l'économie mondiale : des emplois et de nouvelles chances pour tous. - COMMISSION EUROPEENNE, DIRECTION GENERALE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES

Ed. Office Des Publications Des Communautés Européennes, 2005. - 35 p.

L'agenda social définit les engagements de la Commission européenne dans le domaine de la politique sociale et de l'emploi. Il aborde également des questions comme les pensions, les soins de santé, la sécurité sociale et la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. L'objectif principal de cette politique étant davantage d'emploi de qualité et l'égalité des chances pour tous.

📄 Action publique et économie solidaire ; une perspective internationale. - Jean-Louis LAVILLE, Collectif d'auteurs

Ed. Erès, 2005. - 414 p.

Comment la politique peut-elle retrouver une capacité d'intervention pour améliorer les conditions de vie sur les territoires ? La question est au centre de ce livre, il existe depuis une trentaine d'années un foisonnement d'initiatives qui veulent concilier économie et solidarité. Ce qui est nouveau, c'est que les politiques commencent à les prendre en compte au niveau national, régional et local.

📄 Conséquences sur l'emploi et le travail des stratégies d'externalisation d'activités. - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Ed. Journaux Officiels, Journal Officiel Avis Et Rapports Du Conseil Economique Et Social n° 4, 30 mars 2005. - 170 p.

Le terme "externalisation" aujourd'hui utilisé très fréquemment, recouvre des conceptions et des pratiques diversifiées. Il peut être défini comme étant le recours à un prestataire externe, pour une activité jusqu'alors réalisée au sein de l'entreprise. L'objectif du rapport de François Edouard est d'engager une réflexion sur les conditions dans lesquelles se mettent en place les externalisations. En effet, elles sont souvent vécues comme une trahison ou un traumatisme pour les salariés qui rejoignent une entreprise prestataire qu'ils n'ont pas choisie. Voulant initier une "démarche responsable", le CES propose d'instaurer une charte nationale de l'externalisation, élaborée avec des partenaires sociaux. "Si la décision du recours à l'externalisation relève de la responsabilité de

l'employeur, il n'en demeure pas moins que cette démarche doit être anticipée et accompagnée par le dialogue social et la concertation", souligne le CES qui plaide pour la sécurisation des parcours des salariés concernés.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000129/0000.pdf>

📖 Les mutations de l'emploi en France. IRES

Ed. La Découverte, 2005. – 122 p.

La persistance du chômage en France serait le résultat de " rigidités " diverses sur le marché du travail.

Pourtant, les normes d'emploi ont peu de chose à voir avec ce qu'elles étaient il y a vingt ans, qu'il s'agisse des salaires, du temps de travail, des contrats de travail et de la définition même du statut de salarié(e). Ces nouvelles normes d'emploi se sont frayé la voie à travers des " populations cible " (femmes, jeunes, seniors et salariés issus de l'immigration) qui représentent aujourd'hui la majorité du salariat et constituent autant de " vecteurs " des mutations.

Les médiocres résultats enregistrés s'expliquent difficilement par un retard spécifique dans l'application des réformes structurelles du marché du travail et on peut, au contraire, se demander si la France n'est pas un exemple de leur incapacité à améliorer les performances d'emploi.

📖 Pour un droit du travail plus efficace. – Michel de VIRVILLE

Rapport au ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, 2004

Pour répondre aux difficultés du droit du travail, souvent perçu par ses utilisateurs et ses producteurs comme instable, trop complexe et difficile à appliquer, la commission présidée par Michel de Virville a formulé 50 propositions. Il s'agit principalement de s'assurer que le droit du travail est applicable par tous en améliorant sa lisibilité et son accessibilité, de garantir que les évolutions de la loi et de la jurisprudence ne sont pas génératrices d'incertitudes et d'incohérences et de développer la négociation et les accords entre les employeurs et les syndicats afin qu'ils puissent jouer un rôle plus important dans la définition de la loi.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000015/0000.pdf>

📖 De la précarité à la mobilité : vers une sécurité sociale professionnelle. – Pierre CAHUC , Francis KRAMARZ

Ed. Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 2004. - 213 p.

Réduire la précarité, tout en facilitant la création d'emploi et la mobilité professionnelle : la réussite de cet objectif passe, selon Pierre Cahuc et Francis Kramarz, par la constitution d'une future "Sécurité sociale professionnelle". Pour ce faire, les auteurs proposent notamment la création d'un "guichet unique" destiné aux demandeurs d'emploi et impliquant une personnalisation de l'accompagnement (indemnisation du chômage, reclassement...). L'ouverture des professions, secteurs ou diplômes, "fermés" en raison de numerus clausus mais aussi de législations particulières en restreignant l'accès, serait par ailleurs un vecteur de création d'emplois. Les auteurs recommandent enfin la suppression des statuts d'emploi précaires (CDD...) pour créer un contrat de travail unique à durée indéterminée donnant droit à une "indemnité de précarité" versée au salarié et donnant lieu à une "contribution de solidarité" correspondant à une taxe payée par l'entreprise qui licencie.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/054000092.shtml>

📖 Le chômage, fatalité ou nécessité. – Pierre CAHUC , André ZYLBERBERG

Ed. Flammarion, 2004. – 197 p.

Chaque jour, en France, 10 000 emplois sont détruits... et 10 000 emplois sont créés. Ce phénomène surprenant bouleverse la manière de penser le chômage, mais aussi les politiques pour le combattre. Non, le chômage n'est pas une fatalité liée à la mondialisation et au capitalisme financier ; non, un bon salaire n'est pas toujours l'ennemi de l'emploi ; non, la législation sur les licenciements ne protège pas l'emploi ; non, il ne faut pas trop attendre de la formation professionnelle ; non, le travail ne se " partage " pas, car il se recompose par d'incessants mouvements de création et de destruction d'emplois. À ce titre, un certain taux de chômage est nécessaire à la croissance. Voilà ce qu'enseignent les recherches les plus récentes, fondées sur des enquêtes de terrain conduites en France et dans de nombreux pays. Il est urgent d'évaluer les résultats des politiques publiques d'emploi à la lumière de ces découvertes. Car le temps n'est pas encore venu de dire que l'on a " tout essayé " pour combattre le chômage.

📖 Le sursaut. Vers une nouvelle croissance pour la France. – Michel CAMDESSUS

Rapport au ministre de l'Économie, octobre 2004

Alors que la France est aujourd'hui la cinquième puissance économique mondiale, elle souffre de problèmes endémiques tels que le chômage, les inégalités et la pauvreté, entraînant ainsi un décrochage de la croissance. Pour inverser la tendance, le groupe s'appuie sur trois sources de

croissance (investissement, progrès technique et emploi) ainsi que sur des expériences étrangères fructueuses. Il définit par ailleurs la méthode et les conditions propices à "un nouveau modèle de croissance". Ses priorités sont d'aller "vers une économie de la connaissance" (favoriser la formation et l'innovation), de "préférer l'emploi à l'assistance" (agir entre autres sur l'emploi des jeunes et des seniors), dynamiser le marché des biens et services pour relancer l'emploi et la compétitivité et enfin "agiliser" l'Etat par la maîtrise de la dépense publique ou encore l'aménagement du système fiscal. Le groupe de travail insiste par ailleurs sur le rôle de l'Europe en faveur de la croissance française ainsi que sur les enjeux de l'Union européenne dans le cadre de la mondialisation.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000498/0000.pdf>

☐ **Le nouveau système de protection sociale en France. – Jean-Claude BARBIER, Bruno THERET**

Ed. La Découverte, 2004. – 130 p.

Collection Repères

Dans ce livre, deux spécialistes reconnus décrivent et analysent le système français de protection sociale, notamment en le situant dans la perspective des trente dernières années et en comparant la situation française à celle des autres pays membres de l'Union européenne.

Cet ouvrage montre que la voie dans laquelle évolue le système français est aujourd'hui largement indéterminée, mais dépend pour une grande part des formes politiques et sociales que prendra le développement de l'Union européenne.

☐ **Colloque "L'accès inégal à l'emploi et à la protection sociale" . - MATISSE
16 et 17 septembre 2004, Paris, Maison des Sciences**

Toutes les communications du colloque :

http://matisse.univ-paris1.fr/fr/article.php3?id_article=5

« **Stratégie européenne de l'Emploi, régimes macroéconomiques et institutionnels, et Marchés Transitionnels du Travail** » . - **Bernard GAZIER, Arnaud LECHEVALIER**

<http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-eps/textes/34.pdf>

☐ **L'incertitude comme norme : identités et parcours professionnels. – Collectif d'auteurs
Ed. PUF, 2003. - 304 p.**

Cet ouvrage présente une réflexion sur une recherche à partir de deux corpus d'entretiens réalisés à vingt ans d'écart. Démontre que seul un groupe minoritaire érige en valeur d'adaptation l'acceptation de l'incertitude. A l'inverse, face à la précarité de l'emploi, les plus exposés à l'incertitude de pouvoir occuper un poste connaissent une perte de repères et se replient sur eux-mêmes.

☐ **L'âge de l'emploi. Les sociétés à l'épreuve du vieillissement. - Anne-Marie GUILLEMARD**

Ed. Armand Colin, 2003.- 286 p.

Ce livre envisage le vieillissement des sociétés occidentales, principalement sous l'angle du travail et de la transition de l'emploi vers la retraite. Partant de l'apparente contradiction entre des secondes parties de carrière fragilisées et la nécessité de prolonger l'activité pour équilibrer les systèmes de retraite, l'auteur s'interroge sur le moyen de maintenir les salariés en emploi plus longtemps et d'assouplir le passage à la retraite.

☐ **Tous "sublimes". Vers un nouveau plein emploi. - Bernard GAZIER**

Ed. Flammarion, 2003. - 374 p.

Cet ouvrage explore les ressorts du nouveau modèle social européen : rotation des emplois au Danemark, fondations de travail en Autriche, politique du temps des villes italiennes, congés parentaux à la suédoise, compte-épargne-temps un peu partout... Leur trait commun est de donner plus de droit aux travailleurs, pour maîtriser les choix de leur vie et leur permettre de passer d'une étape de leur carrière à une autre en toute sécurité. De nouveaux droits apparaissent ainsi en pointillé : le droit de changer d'avis, de métier, le droit à la découverte de soi-même. Serions-nous en passe d'imiter le modèle des "Sublimes", ces ouvriers très qualifiés qui, au XIXe siècle, travaillaient à leur guise pour une durée qu'ils déterminaient eux-mêmes, puis, grassement payés, dépensaient leurs revenus dans les ginguettes et les estaminets ?

☐ **De la formation tout au long de la vie à l'employabilité. – Institut Montaigne
2003. – 57 p.**

Le constat français est navrant : la plupart des étudiants en situation d'échec scolaire se dirigent vers des professions dont ils ignorent les contours, alors que les étudiants rencontrant le succès académique sont, eux, contraints à prolonger leurs études, ne trouvant pas de débouchés

professionnels adéquats. Ces symptômes, le manque évident d'un lien entre la formation et l'insertion professionnelle et l'échec de la politique de développement continu des compétences, appellent à différentes réformes en matière de politique d'apprentissage, d'orientation et de formation tout au long de la vie.

C'est dans le but de favoriser d'une part la continuité formation initiale – insertion professionnelle et, d'autre part, l'institutionnalisation du développement des compétences tout au long de la vie, que l'Institut Montaigne formule douze propositions concrètes. Elles devraient contribuer au débat public, ainsi qu'à une réflexion plus approfondie sur le thème de « l'employabilité ».

http://www.institutmontaigne.org/medias/rapport_formation_pro_internet_avec_couv.pdf

**📖 Compétitivité et vieillissement. - Institut Montaigne
2003. – 90 p.**

C'est désormais une certitude : la France, à l'instar de ses voisins européens, verra sa population vieillir à partir de 2006. Comment, dans ces conditions, maintenir un niveau de compétitivité satisfaisant ? À partir d'un nouveau modèle multidisciplinaire d'analyse et d'une double comparaison, entre l'Europe et les États-Unis d'abord, et au sein de l'Union européenne ensuite, à travers une approche régionale qui transcende les frontières, la spécificité de la France ressort clairement : l'insuffisance des taux d'activité des seniors s'ajoute à celle des jeunes. Ce diagnostic établi, l'Institut Montaigne formule des propositions propres à mieux orienter et former les jeunes, à accroître l'activité des seniors, à développer une immigration sélective et une politique familiale plus dynamique.

http://www.institutmontaigne.org/medias/IM_Rapport-Competitivite-et-vieillessement.pdf

**📖 Les mobilités professionnelles : de l'instabilité dans l'emploi à la gestion des trajectoires. Collectif d'auteurs
Ed. La Documentation française, 2003. – 112 p.**

Comment se sont transformées les mobilités professionnelles, entendues comme changements de situations professionnelles sur le marché du travail ? En quoi les trajectoires des personnes se modifient-elles ? Quelles conséquences peut-on tirer, pour une prospective de l'emploi, de l'évolution passée des mobilités professionnelles ? C'est autour de ces trois questions principales que le rapport de l'atelier "Mobilités professionnelles" du Commissariat général du plan est organisé. Il montre notamment que si les mouvements sur le marché du travail ont considérablement augmenté, c'est essentiellement en raison de l'accroissement des passages par le chômage et que ces mouvements, qui révèlent de fortes inégalités entre catégories sociales, se concentrent plus particulièrement sur les moins qualifiés. Selon les auteurs du rapport les besoins de recrutement qui se dessinent dans les années à venir peuvent ouvrir des perspectives d'amélioration de la qualité des mobilités professionnelles. Trois pistes sont suggérées dans ce sens : la formation tout au long de la vie comme support d'accompagnement des mobilités, une dynamisation des mobilités promotionnelles pour limiter les tensions qui risquent de peser sur le système éducatif, la recherche d'une meilleure utilisation des périodes de transitions entre les emplois.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000060/0000.pdf>

**📖 Droit social et politiques sociales communautaires. - F. KESSLER, J-F. LHERNOULD
Ed. Liaisons, 2003. - 232 p.**

L'ouvrage propose une analyse synthétique du droit social et des politiques sociales communautaires. Comme le droit national, le droit social communautaire s'est développé, pour partie du moins, par strates. Après un premier chapitre sur la construction de l'Union européenne. Le chapitre deux, développe l'organisation d'un marché unique du travail. Le chapitre trois présente les règles de droit garantissant son existence. Le chapitre quatre présente les mesures qui en découlent et le chapitre cinq les contraintes qui s'imposent à lui, du fait de la construction concomitante d'autres marchés.

**📖 Anticiper pour garantir l'emploi
In : La revue CFDT n°58, mars-avril 2003**

Les transformations du travail à l'œuvre dans la société française depuis une vingtaine d'années doublées d'une situation économique critique incitent chacun à s'interroger sur le renouvellement des solidarités traditionnelles : comment garantir un emploi de qualité ? Par quels moyens assurer flexibilité et sécurité des parcours professionnels ?

La place du travail n'est pas en cause ; ce sont davantage les modalités d'accompagnement et de sécurisation des mouvements du marché du travail qui posent question.

La CFDT fait de l'emploi un axe majeur de son action et formule des revendications concrètes en terme de formation professionnelle, de restructurations et de licenciements. Cette politique s'inscrit dans la volonté d'anticiper et de prévenir les aléas et les risques dans le domaine de l'emploi.

Autant d'enjeux qui renvoient à la responsabilité de tous les acteurs pour le maintien de la cohésion sociale.

**☐ Mutations du marché du travail et protection sociale dans une perspective internationale. Voies parallèles ou convergentes. – Hedva SARFATI, Giuliano BONOLI
Ed. Peter Lang, 2002. – 622 p.**

Les systèmes de protection sociale et les marchés du travail ont connu ces vingt dernières années de profondes mutations. Les Etats-providence font l'objet de réformes de fond, visant à les moderniser et à les redimensionner. Les marchés du travail, quant à eux, se précarisent, se féminisent, et deviennent plus inégalitaires dans certains pays, alors que les populations vieillissent dans toute la zone de l'OCDE. Les interactions entre marchés du travail et systèmes de protection sociale occupent une place de plus en plus cruciale dans les choix sociaux et économiques concernant le chômage, les transformations du travail, la "nouvelle" pauvreté, voire la démographie. Une équipe interdisciplinaire d'experts des systèmes de protection sociale et des marchés du travail de divers pays de l'OCDE ont examiné les interactions entre ces deux problématiques sociales en pleine mutation. Ils en identifient et analysent les questions clés comme, par exemple, le lien entre l'emploi et le financement de la protection sociale, l'adaptation des systèmes de prévoyance aux carrières féminines non linéaires, ou encore le développement de nouvelles formes de protection qui visent à promouvoir l'emploi. L'ouvrage comporte des études de cas et des analyses comparatives de politiques qui ont permis une meilleure adéquation entre protection sociale et marché du travail. En conclusion l'ouvrage rappelle les tendances majeures dans ces deux domaines, en évaluant les enjeux et les défis des politiques choisies et en suggérant des scénarios alternatifs aux décideurs et aux partenaires sociaux.

**☐ L'avenir du travail, de l'emploi et de la protection sociale : dynamique du changement et protection des travailleurs
(Lyon, 17/18 janvier 2002)**

Symposium OIT, Lyon 2002

Documents de la Conférence de Lyon

<http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/papers/confrnce/lyon2002/docs.htm>

Les objectifs sont de nouer un dialogue international de haute qualité sur les questions liées au changement du travail et de l'emploi avec leurs conséquences pour la protection sociale et la sécurité des travailleurs dans les pays industrialisés, et de stimuler les échanges entre le monde académique, le monde de la politique et celui des partenaires sociaux.

☐ Plein emploi, l'improbable retour. - Olivier MARCHAND

Ed. Folio, 2002. - 254 p.

Sommes-nous passés de l'objectif de plein emploi à celui de "pleine activité", avec toute l'ambiguïté que comporte ce terme ? Comment définir la nouvelle notion d'activité, élargissant celle de l'emploi typique traditionnel, pour garantir à chacun des ressources, un statut reconnu et valorisé ?

☐ L'égalité des possibles . - Eric MAURIN

Ed. Seuil, 2002. – 78 p.

Cet ouvrage analyse en profondeur les grandes évolutions de la société française révélées par le dernier recensement de l'INSEE. Ce livre est destiné au grand public. Un des faits majeurs mis en lumière tient au bouleversement des conditions même d'un salarié, à la fois individualisé et déstabilisé, qui sans effacer les inégalités sociales rend plus difficile la mise en oeuvre d'une politique sociale efficace.

☐ Conférence sur L'avenir du travail, de l'emploi et de la protection sociale

Annecy, 18-19 janvier, 2001

Symposium OIT, Annecy 2001

Documents de la conférence d'Annecy

<http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/papers/confrnce/annecy2001/docs.htm>

Les mutations économiques, sociales et technologiques des vingt-cinq dernières années affectent en profondeur les débats sur le travail, l'emploi et les systèmes de protection sociale des pays industrialisés. Le rôle du travail comme facteur de sécurité économique et de cohésion sociale est à redéfinir et doit être également redéfini dans le contexte plus large des changements économiques, politiques et sociaux.

De nouvelles sécurités pour un monde incertain

<http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/papers/confrnce/annecy2001/index.htm>

☐ La politique de l'union européenne en matière d'emploi et de protection sociale 1999-2001. - COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Ed. Office des publications officielles des communautés européennes, 2001. - 43 p.

Au travers de deux entretiens et neuf sections thématiques, ce document fait le bilan 1999-2001 en matière d'emploi et de protection sociale en Europe. Il présente de nombreux éléments chiffrés, des graphiques. Les principaux thèmes abordés sont les suivants : la stratégie européenne pour l'emploi, les interactions de la politique économique, politique de l'emploi et politique sociale, l'accès au marché du travail des groupes sociaux défavorisés, la mobilité, les emplois dans la société, de l'information, le dialogue social et l'organisation du travail, la suppression des inégalités, la protection sociale et en conclusion les préparatifs en vue de l'élargissement de l'Europe.

☐ Disparition ou transformation des formes d'emploi ? : G. FOURNIER - B. BOURASSA - J. ROSE

Ed. PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2001. - 84 p.

Sur quoi reposent les transformations majeures du marché du travail ? Quelles sont les populations les plus atteintes ? Comment cette crise affecte-t-elle les jeunes ? Présenté sous forme d'entretiens avec un chercheur en économie dirigeant le centre régional associé du CEREQ (centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications), cet ouvrage nous éclaire sur ces interrogations liées aux mutations du travail.

☐ Travail, santé, vieillissement. Relations et évolutions. – Collectif d'auteurs

Ed. Octarès, 2001. – 244 p.

Collection Colloque

Au moment où le débat social accorde une place importante au fin de modalités de fin de vie active, ces approches des relations entre travail et santé dans leur dimension de long terme prennent toute leur actualité.

☐ Mutations du travail et innovations sociales. - Collectif d'auteurs, Alain SUPIOT, Bernard GAZIER

In : LA REVUE DE LA CFDT n° 30, avril 2000. - 32 p.

Les évolutions du travail constatées depuis une vingtaine d'années obligent à relever un certain nombre de défis en matière de garanties et de protection des individus. Comment assurer une continuité des droits sociaux au delà de la pluralité des situations de travail ? Analyse et propositions de spécialistes et point de vue d'un syndicaliste.

☐ Minima sociaux, revenus d'activité, précarité. - Jean-Michel BELORGEY, Annie FOUQUET, Commissariat général du plan

Ed. La Documentation française, 2000. - 253 p.

Ce rapport dresse un constat de l'instabilité des situations de travail et de vie mettant à mal le système de protection sociale fondé sur l'emploi stable et la famille : le régime d'emploi et de protection sociale en France ; l'instabilité des personnes face à l'emploi ; les conséquences de l'instabilité et de la réduction de la taille des familles sur les dispositifs de redistribution ; l'absence de pouvoir d'incitation du système de protection sociale. Il interroge sur la continuité des droits sociaux : quelle place pour le travail, l'emploi, l'activité ? ; quelle forme pour la garantie des revenus ? ; quel contour pour les solidarités ? que retenir pour la France de ces réflexions ? Et émet des préconisations autour d'une meilleure articulation de la protection sociale avec l'évolution du marché du travail : réformer le régime d'emploi et le fonctionnement du marché du travail ; harmoniser les minima sociaux et favoriser l'accès à l'emploi (notamment améliorer la connaissance, améliorer le dispositif des minima sociaux et des règles socio-fiscales, mettre en place de droits accessibles, équitables et sans discontinuité, ou réformer les aides au logement et les règles applicables à l'hébergement "gratuit" par des "tiers").

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/004000898/0000.pdf>

☐ Réduction du chômage : les réussites de l'Europe. – Collectif d'auteurs

Rapport pour le Conseil d'Analyse Economique

Ed. La Documentation française, 2000. – 270 p.

Ce rapport insiste sur l'importance des pactes sociaux dans les quatre pays européens qui ont fortement réduit leur chômage au cours des années quatre-vingt-dix : le Danemark, l'Irlande, la Norvège et les Pays-Bas. La forte coopération entre pouvoirs publics et acteurs sociaux aboutit à des compromis stables, visant à respecter des contraintes de compétitivité et d'équilibre des finances publiques en accordant des contreparties significatives aux salariés. La cohérence des caractéristiques institutionnelles et des choix politiques y constitue un facteur décisif de réussite.

<http://www.cae.gouv.fr/rapports/dl/023.pdf>

☐ L'économie sociale T2 - Formes d'organisation et institutions. - Jean-Luc OUTIN, Florence AUDIER, Bernard GAZIER

Ed. L'Harmattan, Collection : Logiques Economiques, 2000

Cet ouvrage constitue les actes des XIX^{ème} journées de l'Association d'Economie sociale qui se sont déroulées à Paris. Il rassemble, en deux tomes, l'ensemble des contributions, organisées autour des grands thèmes de ces journées. Les questions traitées portent simultanément sur les fondements et les institutions de l'économie sociale. Dans cette perspective, l'analyse économique de ses organisations permet de s'intéresser aux comportements des acteurs qui les animent et aux régulations collectives auxquelles elles participent. En particulier, dans le contexte d'évolution des politiques sociales, on note l'émergence de combinaisons multiples impliquant les organisations de l'économie sociale, la puissance publique et le marché. Au-delà d'une simple caractérisation de l'offre sociale correspondante, les questions relatives à l'efficacité et à l'équité propres à ces diverses combinaisons sont abordées.

Note : tome 1, 1999. - 986 p.

☐ La flexibilité » du travail et de l'emploi. Jean-Claude BARBIER, Henri NADEL

Ed. Flammarion, 2000. - 127 p.

La flexibilité appartient au petit nombre des notions qui cristallisent un certain esprit du temps. Charriant avec elle débats et controverses, elle résume une multiplicité de pratiques sociales hétérogènes, qui font cependant sens commun pour chacun d'entre nous. Une présentation des usages diversifiés des deux notions dans nos disciplines, l'économie et la sociologie, cherche, à l'encontre de l'académisme, à produire un regard cohérent. Que sait-on aujourd'hui de la diffusion, dans les entreprises, de la flexibilité dans les pays développés ? Comment affecte-t-elle les emplois ? Jusqu'où modifie-t-elle les exigences du travail salarié ?

☐ Au delà de l'emploi. Transformations du travail et devenir du droit du travail en Europe. - Alain SUPIOT

Ed. Flammarion, 1999. - 321 p.

Ce rapport qui s'appuie sur une comparaison des évolutions profondes de l'organisation du travail, trace quelques perspectives fortes pour le renouveau du modèle social européen.

Note : Rapport pour la Commission européenne

☐ Travail-Activité-Emploi, une comparaison France-Allemagne - 1999. - DARES mars 1999

Collection Cahier Travail et Emploi

Cet ouvrage rassemble les travaux et échanges de chercheurs français et allemands réunis en colloque en octobre 1997, autour de la question des mutations du travail et de l'emploi dans les deux pays. Peut-on parler d'une crise de la valeur-travail ? S'agit-il plutôt d'une transformation de la relation d'emploi liée aux évolutions récentes du système socio-productif ?

Certaines contributions s'attachent plus précisément à mesurer les enjeux différents en France et en Allemagne, des transformations de l'organisation et du droit du travail, ainsi que des relations professionnelles. En particulier, les processus de réduction du temps de travail donnent lieu à plusieurs analyses. Quels types de compromis sociaux les acteurs ont-ils noués ? Quelles ont été les incidences des politiques mises en œuvre sur la vie des salariés ? Que peut-on en déduire quant à l'articulation du temps de travail et des temps sociaux dans les deux pays ?

☐ Métamorphoses du salariat. - Robert CASTEL, Michel AGLIETTA

In : La Revue de la CFDT n° 17, 1999. - 24 p.

Ce numéro montre les évolutions et enjeux de la société salariale : le salariat est-il encore la matrice de la société moderne de travail ? L'extension de l'actionnariat salarié n'induit-elle pas une transformation radicale du salariat ? Quels sont les nouveaux rapports entre capitalisme et salariat ?

☐ La promotion sociale en France. - Claude DUBAR, Charles GADEA

Ed. Presses Universitaires du Septentrion, 1999. - 280 p.

Collection « sociologie-mutations »

Cet ouvrage analyse l'évolution de la notion et des pratiques de la promotion sociale en France depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale. « Promotion sociale » : la dénomination de l'objet auquel les treize contributeurs portent leur attention ne va pas de soi. Au fil de la conjoncture et des inflexions de la politique publique, l'objet visé par ce terme - inventé en 1959 - n'a cessé d'évoluer.

📖 Le travail dans vingt ans. Jean BOISSONNAT

Ed. Odile Jacob, 1995. – 373 p.

Ce rapport montre que le modèle de l'emploi salarié à durée indéterminée, à temps complet dans un métier donné - type convention collective des années 60 - ne correspond plus à toute une part de l'économie nouvelle, et prône une refonte totale du droit du travail, en formulant notamment la proposition de « contrat d'activité ».

ARTICLES

Quel modèle d'Etat-providence. – Collectif d'auteurs

In : Repenser la solidarité. – Serge PAUGAM (dir.), Ed. PUF, 2007.

Huitième partie. – pp. 839-934

Dans la plupart des pays occidentaux, la sécurité sociale est devenue le cadre évident de l'exercice de la solidarité. Cependant, la sécurité sociale constitue une technologie politique qui vise à réduire un type particulier de risques. Avant d'en mesurer l'évolution et l'efficacité, il est donc nécessaire de lever au préalable quelques ambiguïtés.

Marchés transitionnels du travail, emploi durable et économie sociale. – Bernard GAZIER

In : Repenser la solidarité. – Serge PAUGAM (dir.), 2007. – pp. 491-511

Cet article évoque les changements qui affectent la division du travail et touchent aux solidarités traditionnelles. Il présente le concept « des marchés transitionnels du travail » élaboré comme perspective de réforme des politiques de l'emploi.

Au delà de la flex-sécurité. Une cohérence sociétale solidaire au Danemark, – J.C BARBIER

In : Repenser la solidarité. – Serge PAUGAM (dir.), 2007. - pp. 473-490

Cet article teste la validité de l'explication courante de la réussite ou de la performance danoise à l'aune de cette combinaison « flexibilité » et de « sécurité ».

De l'emploi pour tous : quelles innovations ? quelles solidarités ? : Collectif d'auteurs, Serge PAUGAM, Bernard GAZIER

In : ECONOMIE & HUMANISME n° 381, juin 2007. - pp. 7-82

Ce dossier est le fruit d'une réflexion en association avec la fédération Coorace concernant l'avenir de l'Insertion par l'activité économique : comment réagir lorsque le travail et l'emploi ne tiennent plus leurs promesses d'intégration, ni sur le plan de l'avoir, ni sur celui de l'être ? . Dans la première partie, il tente de comprendre les évolutions qui dégradent le système de l'emploi et du travail. La deuxième partie tente de définir les conditions d'une action viable et constructive. Et enfin la troisième partie met l'accent sur la créativité des structures d'insertion.

La sécurisation des parcours professionnels - R. SOUBIE, J.MARTIN, J-L.TAVERNIER

In : PARTAGE n° 194, avril 2007. - pp. 5-7. - pp. 83-87

Ces articles font la restitution d'un colloque organisé conjointement par le Conseil d'Orientation pour l'Emploi et le Centre d'Analyse Stratégique sur la sécurisation des parcours professionnels. Il est d'abord dressé un rapide état des lieux : spécificités de l'emploi en France et inégalités en situation d'emploi selon l'âge. Sont ensuite exposées les orientations générales de l'OCDE sur la sécurisation des parcours et la flexsécurité. Enfin, il est fait le compte-rendu d'une table ronde menée sur le thème des mobilités des parcours professionnels : quelles évolutions du marché du travail ? Dans une perspective de mobilité croissante des salariés, comment sécuriser les parcours professionnels ?

Emploi et chômage en France : de nouvelles solutions. – Collectif d'auteurs

In : PROBLEMES ECONOMIQUES n° 2922, 25 avril 2007. - pp. 1-36

Si la situation de l'emploi s'améliore indéniablement, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi demeure insuffisante, la France reste aujourd'hui un des grands pays industrialisés les plus affectés par le chômage de masse. Ce dernier n'est pourtant pas une fatalité comme le montrent les bonnes performances de nombreux pays en Europe. Ce dossier dresse un panorama de ce qui existe : atouts et blocages et des possibilités à exploiter.

Les trajectoires de seconde partie de carrière. – Régis ROUSSEL

In : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, n° 207, mars-avril 2007. - pp. 5-64

La réalité démographique est incontournable : les seniors seront indispensables, au moins jusqu'en 2015, pour répondre aux besoins du marché du travail.

Au sommaire de ce dossier :

Analyses

- Seniors, un atout de performance
- Gestion des âges, gestion des temps, gestion d' un parcours professionnel
- 2015 : quels emplois, quels métiers, quelles formations ?
- L'activité et l'emploi des seniors au regard de l'évolution démographique
- Trajectoires professionnelles et séquences de vie
- Les mobilités des femmes en seconde partie de carrière
- Le bilan de tout au long de la vie

Pratiques

- Les seniors et le maintien dans l'emploi : l'expérience a de l'avenir
- Développement des parcours professionnels et outillages multimédias
- Dynamiser la professionnalisation des 45 ans et plus : un défi à relever pour tous
- Bibliographie

Travailler autrement comme cause et comme débouché professionnel. – Fanny DARBUS

In : « la question du consentement au travail ». – Jean-Pierre DURAND, Marie-Christine LE FLOCH (dir), Ed. L' Harmattan, 2006. - pp. 92-100

Depuis une dizaine d'années se développent des entreprises dont l'ambition est de « travailler autrement » et d'inventer de « nouveaux rapports de et au travail ». (...) L'analyse des trajectoires des fondateurs montre comment positions professionnelles incertaines et dispositions au personnalisme conduisent à entreprendre la construction de nouvelles identités professionnelles.

Faiblesse et voies de réforme de la protection de l'emploi en France. – Alexis PARMENTIER

In : REGARDS ECONOMIQUES n° 47, décembre 2006. - 17 p.

Cet article propose une réforme construite autour d'un contrat de travail unique à droits progressifs qui permettrait d'assouplir la législation de la protection de l'emploi, de créer davantage d'emplois, de protéger plus efficacement les personnes et de réduire les inégalités entre les travailleurs.

<http://www.univ->

[evry.fr/PagesHtml/laboratoires/Epee/EPEE/composition/aparmentier/ProtecEmploi_RE47.pdf](http://www.univ-evry.fr/PagesHtml/laboratoires/Epee/EPEE/composition/aparmentier/ProtecEmploi_RE47.pdf)

La professionnalisation, une solution à l'usure au travail ? – Gwénola CADEVILLE

In : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE n° 204, octobre 2006. – pp. 66-72

A delà du contexte actuel où, dans de nombreux métiers et secteurs d'activité, l'usure au travail s'accroît en prenant des formes de plus en plus variées, la formation peut apporter des réponses concrètes en terme de parcours professionnels mieux anticipés.

Flexibilité et emploi. – Arnaud PARIENTY

In : ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 250, septembre 2006. – pp. 72-75

Pour certains, la flexibilité des marchés du travail est la solution au chômage de masse ; pour d'autres c'est seulement un moyen d'augmenter les profits en même temps que la précarité. Un point avec cet article.

Où va le modèle social français ? . - Collectif d'auteurs

In : ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 247, mai 2006. – pp. 49-58

Le modèle social français fonctionne mal. Le chômage met en cause la cohésion sociale du pays. Mais quel exemple suivre ? La voie américaine, celle des pays nordiques, deux modèles qui effectivement permettent de réduire le chômage mais avec des effets bien différents.

Sécurisation des parcours professionnels. - Maryse DUMAS

CGT, 2006. – 7 p

L'auteur présente le concept « sécurité sociale professionnelle » propre à la CGT et précise que la « reprise du même vocabulaire ne signifie pas que le concept est le même ».

<http://docsite.cgt.fr/1168010203.pdf>

La France de l'après-CPE et les chantiers du droit du travail. – Collectif d'auteurs

In : ESPRIT n° 5, mai 2006. – pp. 1-78

D'un point de vue social, la sécurisation renvoie à deux chantiers : l'inscription dans un territoire donnant accès aux services et au travail mais aussi une protection liée au travail tout au long des parcours professionnels. Il faut donc répondre sur ces deux plans : face aux impératifs de la flexibilité sur le plan du travail, face à l'exigence de mobilité sur le plan des territoires.

http://www.esprit.presse.fr/review/details.php?code=2006_5

Flexicurité, concilier flexibilité et sécurité. Collectif d'auteurs

In : AGENDA SOCIAL n° 13, mars 2006. - pp. 15-20

Née au Danemark, la flexisécurité est une réponse au problème du chômage, de la nécessaire compétitivité face à la mondialisation. Cette stratégie, alliant flexibilité de l'emploi et sécurité pour le travailleur, est la réponse préconisée par la Commission européenne auprès de ses Etats membres. Ce dossier présente les modalités de flexibilité et de sécurité existants et envisagés. Exemples au Danemark et en Autriche des stratégies adoptées, fonctions de la culture sociale du pays et de ses besoins.

Une main d'œuvre stable est-elle bonne pour la productivité ? - Peter AUER, Janine BERG, Ibrahim COULIBALY

In : REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL vol. 144/3, 2005. - pp. 335-360

Un article récent paru dans la Revue internationale du Travail de l'OIT analyse la relation entre stabilité de l'emploi et productivité dans six secteurs majeurs de 13 pays européens. Selon les auteurs, aussi bien l'occupation extensive que courte d'un poste peut avoir des effets négatifs sur la productivité. Ils proposent une politique de "mobilité protégée" sur le marché du travail, avec des politiques de l'emploi actives cherchant à combiner sécurité et flexibilité.
http://www.ilo.org/global/Themes/Employment_Security/lang--fr/WCMS_067239/index.htm

Sécurisation des parcours professionnels. - CGPME 2005. - 3 p.

La CGPME présente sa position.

http://www.cgpme.org/fichiers/1133172614_2111.pdf

Une « européanisation » des politiques de l'emploi ? - Jean-Claude BARBIER

In : TRAVAIL ET EMPLOI n°100, octobre 2004. - pp. 11-26

La Stratégie européenne pour l'emploi a-t-elle un impact substantiel sur les politiques nationales ? L'article s'interroge sur son efficacité en matière d'européanisation des politiques de l'emploi et, plus largement, sur l'articulation des politiques économiques et sociales au niveau communautaire. Malgré la méthode de coordination ouverte, les politiques nationales restent des agrégats de programmes nationaux. Une esquisse de théorie des transformations liées à la SEE dégage trois types : transformations des représentations et des discours nationaux, transformations organisationnelles, convergence effectives des programmes et des systèmes et conclut que la diversité nationale ne s'est pas réduite. Quant à la macroéconomie et à l'emploi, ils restent des domaines séparés.

Gestion des âges et flexibilité du marché du travail. - Olivier MARCHAND

In : TRAVAIL ET EMPLOI n°100, octobre 2004. - pp. 59-67

Le marché du travail français, il y a dix ans, semblait marcher selon un modèle où une seule génération travaille, en faisant porter l'essentiel de la flexibilité sur les plus jeunes et les plus âgés. Cette « spécificité française » est analysée ici à la lumière du renouvellement des méthodes statistiques. Les limites de ce type d'analyse face à la complexité croissante des trajectoires ou à l'évolution des objectifs européens sont soulignées. Du chômage des jeunes, on est passé à la notion de non-emploi, tandis que le taux d'emploi des plus âgés devient crucial alors que leur taux de chômage n'avait jamais compté. L'article interroge les stratégies de recrutement des entreprises et les modèles de fonctionnement du marché du travail. La main-d'œuvre juvénile ne serait-elle pas un vecteur de transformation structurelle des normes d'emploi et d'émergence d'un nouveau modèle de flexibilité ?

Insécurité de l'emploi : le rôle protecteur de l'ancienneté a-t-il baissé en France ?

In : ECONOMIE ET STATISTIQUES n° 366, 2003. - pp. 3-29

L'insécurité de l'emploi a augmenté en France, entre 1975 et 2000, pour les salariés de moins de dix ans d'ancienneté et pour ceux de plus de 55 ans.

http://www.insee.fr/fr/ffc/ficdoc_frame.asp?doc_id=1196&analyse=1&path=/fr/ffc/docs_ffc/es366a.pdf

Marché du travail et protection sociale : quelques voies pour l'après-fordisme ? - Jérôme GAUTIE

In : ESPRIT vol. 11, novembre 2003. - pp. 78-115

L'Etat social des trente glorieuses est ébranlé. De nouvelles formes de protections sociales, individuelles et collectives doivent être inventées, qui renvoient à des conceptions différentes de l'individu, des marchés et des régulations collectives. L'article fait une synthèse des différents débats en cours et tente de les clarifier en proposant deux nouvelles voies à explorer.

Le dualisme du marché du travail. – Bernard GAZIER

In : José ALLOUCHE (coord), Encyclopédie des ressources humaines, Vuibert, 2003. - pp. 386 - 396

Une vision pluridisciplinaire, une réflexion originale. Cette encyclopédie, dont Bernard Gazier a été membre du comité de pilotage, fait le point sur les connaissances accumulées dans le domaine des ressources humaines en rassemblant de nombreux spécialistes du domaine. Elle comprend environ 200 entrées qui se décomposent ainsi : environ 60 entrées portant sur les théories, concepts et méthodes ; environ 90 portant sur les pratiques, les politiques et les instruments ; une dizaine portant sur les principaux débats transversaux ; une cinquantaine portant sur les auteurs clés et les principales écoles de pensée. Chaque contribution se compose d'un texte de synthèse original faisant le point critique sur l'état des connaissances les plus récentes dans le domaine et d'une bibliographie de base.

Plan national pour l'emploi 2003 : stratégie pour l'emploi de la France. : P. GAUTIER-MOULIN

In : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE n° 186, septembre-octobre 2003, pp. 4-12

Cet article donne la définition des axes prioritaires des politiques de l'emploi et du marché du travail pour 2003-2006 en France, au regard des orientations européennes. Dix lignes directrices sont adoptées comportant notamment : les mesures d'accompagnement individualisé vers l'emploi pour les demandeurs d'emploi, la création du contrat de professionnalisation et le droit individuel à la formation, la promotion du "vieillessement actif" ou encore l'égalité hommes-femmes.

La protection sociale. – Collectif d'auteurs

In : ALTERNATIVES ECONOMIQUES HORS SERIE n° 55, 1^{er} trimestre 2003. – pp. 12-65

Dans chaque pays, la protection sociale a une histoire spécifique. Aujourd'hui comme hier, les mêmes questions centrales sont posées sur le lien entre protection sociale et emploi et sur la réponse apportée aux inégalités. Or, la protection sociale demeure une sorte d'objet non identifié pour les codes de la théorie économiques.

Repenser la formation continue. – Collectif d'auteurs

In : FORMATION EMPLOI n° 81, janvier-mars 2003. – pp. 27-138

La formation n'est plus un rempart aussi efficace qu'auparavant contre les difficultés de carrière et de précarité. L'allongement de l'espérance de vie et de la vie active nous invitent à repenser nos conceptions de « l'éducation et de la « formation », en les envisageant comme un parcours avec des objectifs qui évoluent selon les âges et les circonstances.

<http://portail.cereq.fr/FEM/PAGES/fem81.html>

L'Europe de la formation tout au long de la vie reste à construire.

In : BREF CEREQ n° 187, juin 2002

Au cours de ces dernières années, l'Union européenne a engagé un débat sur la « formation tout au long de la vie ». Cette perspective ambitieuse, parfois controversée, doit toutefois tenir compte des spécificités actuelles de chaque pays. La comparaison des pratiques des entreprises en matière de formation continue de leurs salariés fait en effet apparaître une grande diversité dans l'Europe des quinze.

<http://www.cereq.fr/cereq/b187.pdf>

Politique d'emploi et territoires.

In : BREF CEREQ n° 182, janvier 2002

Pour faire face au chômage de masse, la politique de l'emploi a, au cours de ces vingt dernières années, individualisé son action afin notamment de prendre en compte l'hétérogénéité des chômeurs mais également la diversité des marchés locaux du travail. (...) Une étude réalisée par la Dares en 2001, montre que la dimension territoriale n'en a pas moins pris une place plus importante, aussi bien dans la conception que dans la mise en œuvre de la politique de l'emploi.

<http://www.cereq.fr/cereq/b182.pdf>

La protection sociale et les nouveaux parcours de vie. – Xavier GAULLIER

In : ESPRIT n° 2, février 2001. – pp. 93-111

Des parcours individuels moins standardisés, des formes d'emploi atypiques, des temps sociaux désynchronisés : comment organiser la solidarité collective sur ces bases ? Comme le montre bien le débat sur les retraites, l'État-providence doit prendre la mesure des recompositions en cours.

Initiatives (les) locales en Europe. - Laurent GARDIN - Jean-Louis LAVILLE

In : TRAVAIL ET EMPLOI n°81 - 01/2000

Cet article présente une analyse des conditions d'émergence et de développement d'initiatives locales en Europe. Il montre l'intérêt de la Commission européenne pour ce secteur et pour la potentialité d'emploi et de structuration des nouveaux services qu'il représente

http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/81_1109.pdf

Le marché du travail en France et au Royaume-Uni. - Marie-Annick MERCIER, Phillip LEE

In : INSEE 1^{ère} n° 670 - août 1999

Au Royaume-Uni, le taux d'activité est sensiblement plus élevé qu'en France (63 % contre 56 %). Le taux de chômage y est au contraire plus bas (respectivement, 7 % et 12 %). Le marché du travail apparaît moins cloisonné outre-Manche. Ainsi l'activité est moins concentrée sur la tranche d'âge 25-54 ans. En particulier, plus de jeunes, même s'ils poursuivent leurs études, ont un emploi et davantage de personnes de plus de 55 ans continuent de travailler. Le temps partiel est plus développé outre-Manche et beaucoup plus fréquemment exercé par des personnes ne souhaitant pas travailler à temps complet. Au Royaume-Uni, la frontière entre activité et inactivité est moins nette qu'en France ; par exemple, les inactifs disponibles, souhaitant un emploi mais n'en recherchant pas, y sont six fois plus nombreux qu'en France.

http://www.insee.fr/fr/ffc/ficdoc_frame.asp?doc_id=297&analyse=1&path=/fr/ffc/docs_ffc/IP670.pdf

Activation , incitations au travail et workfare dans quatre pays scandinaves. - Pekka KOSONEN

In : TRAVAIL ET EMPLOI n° 79, 02/1999. - 15 p.

Peut-on assimiler le tournant vers les incitations au travail des politiques de l'emploi dans les pays nordiques à une transposition pure et simple des idées du workfare. L'auteure replace la question de l'activation de la politique de l'emploi dans un cadre d'analyse plus vaste qui intègre les politiques familiales, fiscales et sociales au sens large.

http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/79_1002.pdf

Politiques actives (les) de l'emploi en France et en Suède, une convergence récente de la structure de la dépense et des institutions ?. - Christine ERHEL

In : TRAVAIL ET EMPLOI n°79 - 02/1999. - 19 p.

Traditionnellement opposées, les politiques d'emploi française et suédoise méritent d'être réexaminées à la lumière des évolutions récentes.

http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/79_1003.pdf

Laboratoires

Portail français des sciences sociales

<http://www.liens-socio.org>

LABORATOIRES DE RECHERCHE en lien avec les thématiques abordées

CEE (Centre d'études et de l'Emploi)

Le CEE est un établissement public administratif, rattaché au CNRS. Sa mission : éclairer les principaux enjeux relatifs à l'emploi pour les pouvoirs publics et les acteurs économiques et sociaux, construire des connaissances sur les questions relatives aux transformations de l'emploi et du travail.

Ces publications : **Le Quatre pages**, en ligne, des Documents de travail consultables au format PDF, **CONNAISSANCE DE L'EMPLOI**.

président du conseil scientifique du CEE : **Jacques Freyssinet**

<http://www.cee-recherche.fr/>

La recherche au Centre d'études de l'emploi s'organise en cinq unités de recherche :

- Âge et travail étude de l'évolution démographique de la population active et sa prise en compte dans la conception des moyens de travail. **Serge Volkoff** Centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail (GIS-CREAPT)

- Emploi, protection sociale et Institutions et Marchés du travail

- L'expérience des personnes aux prises avec l'action publique

- Travailleurs et organisations **Michel Gollac**

Des partenariats à signaler dont : L'école doctorale «Entreprise-Travail-Emploi» (**ete**)

<http://www.polytechnicum.org/ete/> sur les problèmes contemporains du travail est dirigée par Jean-François Germe professeur au CNAM, son correspondant pour Marne-la-Vallée est **Yves Lichtenberger**. Outre les UFR d'économie et de sociologie de l'Université de Marne-la-Vallée, elle repose sur plusieurs centres de recherche et écoles supérieures : l'ENPC, Le Centre d'études de l'emploi, le GIP - MIS, l'IRES, le LATTIS, le CRG, le CGS de l'École des Mines et le CNAM. http://www.cee-recherche.fr/fr/c_rech5.htm

CELIA (Centre d'Etudes des Langues Indigènes d'Amérique)

Le CELIA est un laboratoire de recherches (**Marie Noëlle CHAMOUX**, Chargée de recherche) dont les activités répondent à trois types de finalités :

- Apporter des connaissances nouvelles sur les systèmes linguistiques de l'Amérique indigène encore très peu documentés voire inconnus, et contribuer par là aux débats en cours dans les sciences du langage,

- Contribuer à l'intelligence des cultures amérindiennes par le déchiffrement et/ou l'interprétation de textes (que ceux-ci aient été recueillis en contexte oral ou qu'ils relèvent des traditions écrites),

- Répondre à la demande sociale de plus en plus grande et de plus en plus variée, concernant ces langues et ces textes.

<http://celia.cnrs.fr/>

Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications)

Le Céreq est un établissement public qui dépend du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale. Pôle public d'expertise au service des acteurs de la formation et de l'emploi, le Céreq concilie production de statistiques, recherches, études et accompagnement d'actions. Il formule des avis et des propositions destinés à éclairer les choix en matière de politiques de formation à l'échelon régional, national ou international.

Les départements

Production et usage de la formation continue (DFC)

Entrées dans la vie active (DEVA)

Professions et marché du travail (DPMT)

Travail et formation (DTF)

Les études sur la transformation des métiers et des qualifications constituent une des spécialités historiques du Céreq et un ensemble de travaux largement partagés au sein du réseau.

<http://www.cereq.fr/index.htm>

Clersé (Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques)

Le Clersé est un important laboratoire en Sciences de l'Homme et de la Société (SHS). Il regroupe trois disciplines : sociologie, économie, anthropologie et plus de 110 chercheurs (13 chercheurs CNRS, 60 enseignants-chercheurs, 7 ITA CNRS, et 30 doctorants-allocataires ou ATER). Bien inséré au niveau régional il fait partie de plusieurs réseaux nationaux et internationaux de recherche : CEREQ, GDR MAGE (Groupement de Recherche " Marché du travail et Genre "),

Laboratoire européen associé " Délinquances, politiques de sécurité et de prévention, Recherches Comparatives Franco-Allemandes " (CNRS/Institut Max Planck), GERN,
Ses publications : il développe des liens privilégiés avec les Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie (revue de la Faculté des sciences économiques et sociales), la revue Déviance et Société et le Journal des Anthropologues.

Dans le cadre de sa communication il publie « **Clersé infos** » (lettre interne diffusée 5 à 6 fois par an aux membres du laboratoire) et « **La Lettre** » (1 à 2 numéros par an, diffusée à 500 exemplaires dans d'autres laboratoires en France et à l'étranger, à ses chercheurs ainsi qu'aux partenaires du Clersé.

Florence Jany-Catrice est membre du CLERSE-IFRESI

http://www.ifresi.univ-ille1.fr/site/1_Presentation/11_Presentation/Laboratoires/CLERSE.htm

CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie)

Le CREDOC est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Ses enquêtes portent sur différents thèmes et notamment sur les points suivants : travail insertion économique et politique de l'emploi, évaluation des politiques sociales, pauvreté et exclusion, analyse économique sectorielle et développement économique local. Présentation sur le site de ses différentes publications.

<http://www.credoc.fr/>

CSE (Centre De Sociologie Européenne)

Le CSE touche à des domaines de recherche très divers comme la sociologie de l'éducation, la culture, la sociologie, les systèmes symboliques et les relations de pouvoir, les intellectuels et leur place dans le champ culturel, le politico-médiatique, l'économique ; la sociologie du travail ; l'histoire sociale des sciences sociales.

Enseignant chercheur : **Tania Angeloff**

<http://www.ehess.fr/centres/cse/>

CSU (Cultures et Sociétés Urbaines)

Au **CSU**, la sociologie, majoritairement représentée, côtoie la science politique et l'anthropologie et un laboratoire d'accueil de plusieurs formations doctorales. Cinq grands axes de recherche :

- Rapports salariés et rapports marchands : travail, emploi, éducation
- Le genre en sociologie : des différences entre les sexes au traitement du genre dans les sciences sociales
- Les classes sociales : mutations et reproduction
- Savoirs et politiques : sociologie des productions intellectuelles et du politique
- La ville comme problème socio-politique

Margaret Maruani

<http://www.csu.cnrs.fr/>

DARES (Direction de l'Animation et de la Recherche des Etudes et des Statistiques)

Le programme de travail de la DARES vise trois grandes finalités :

- Fournir des éléments de connaissance pour permettre un débat approfondi sur les thèmes du champ du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, porteurs d'enjeux économiques et sociaux importants ;
- Contribuer à la formation d'un jugement évaluatif pour éclairer la décision en matière de politique du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- Alimenter en données fiables et régulières les services chargés du pilotage des politiques. Il intègre les demandes liées aux évolutions récentes de la conjoncture économique et sociale, telles qu'elles ressortent des rencontres avec les partenaires sociaux et prend en compte les orientations actuelles du Ministère exprimées par les demandes des délégués et directeurs du Ministère de l'emploi et des organismes sous tutelle, dans le cadre du Comité des programmes.

Dominique Méda est responsable de la mission Animation de la recherche à la DARES

Publications :

La collection **PREMIERES INFORMATIONS** et **PREMIERES SYNTHESSES** présentent en 4 à 8 pages d'articles et de graphiques les résultats commentés des principales études statistiques réalisées dans le domaine du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elles proposent un regard rapide sur les aspects structurels et rétrospectifs.

Les dossiers de la Dares présentent les résultats complets et détaillés d'enquêtes statistiques réalisées par le Ministère : les résultats des élections aux comités d'entreprise, la structure des emplois, la participation et l'intéressement. Les "**Dossiers de la DARES**" proposent également des bilans sur des sujets d'actualité comme le bilan de l'emploi, le bilan de la formation professionnelle. La collection "**Cahier Travail et Emploi**" a pour but de porter à la connaissance du public les études et les rapports de recherche réalisés par la DARES. Les cahiers Travail et Emploi contribuent

à l'animation du débat social sur des sujets aussi variés que l'évaluation des politiques de l'emploi, l'étude des comportements des acteurs sociaux, la connaissance de l'emploi, des situations de travail. Bulletin Mensuel des Statistiques du Travail

la revue "**Travail et Emploi**"

<http://www.travail.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques/programme-travail/programme-travail-du-ministere-2005/programme-travail-dares-2005-2218.html>

EPEE (Etudes des Politiques Economiques de l'université d'Evry)

Les recherches de l'**EPEE** l'université d'Evry s'articulent autour d'une thématique : l'analyse des politiques économiques, de leurs fondements et de leurs implications. Le choix de ce thème fédérateur a conduit à privilégier trois champs d'applications.

- Macro-dynamique, macroéconomie monétaire et financière

- Economie du travail et de l'emploi

- Croissance, développement et inégalités

<http://www.univ-evry.fr/PagesHtml/laboratoires/Epee/EPEE.html>

GERS, depuis le 1er janvier 2005, s'est regroupé avec Travail et mobilités (Nanterre) dans un seul laboratoire: **GTM (Genre, Travail, Mobilités)**

Direction : **Helena Hirata**

<http://www.gtm.cnrs.fr/>

IFRÉSI (Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles)

L'**IFRÉSI** est une fédération de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) à laquelle participent quinze laboratoires de recherche situés dans les huit universités du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie.

Laboratoires membres :

http://www.ifresi.univ-lille1.fr/site/1_Presentation/11_Presentation/Laboratoires/Liste_labos.htm

INED (Institut National d'Etudes Démographiques)

L'**INED** accueille des travaux originaux de chercheurs en démographie et dans des disciplines associées : sociologie, économie, anthropologie, histoire, géographie, épidémiologie et santé publique, méthodologie en sciences sociales.

Données démographiques sur la France et sur tous les pays du monde. Accès aux sommaires des publications avec résumés des articles.

Les revues : **Population, Population & sociétés** . Les collections : **Les Cahiers de l'INED, Méthodes et savoirs, données statistiques...**

<http://www.ined.fr/>

INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité)

L'**INRS** a pour objectif de favoriser la santé et la sécurité de l'homme au travail. Son équipe de chercheurs et de médecins conçoit chaque année de nombreux produits d'information parmi lesquels des dossiers thématiques consultables en ligne à partir d'un classement thématique.

L'INRS publie quatre revues destinées à différents publics. La plupart des articles parus récemment dans ces périodiques sont accessibles en ligne en texte intégral, au format PDF. Il est possible également de s'abonner en ligne à : **Travail et sécurité, Hygiène et sécurité du travail, Réalité prévention, Documents pour le médecin du travail**

<http://www.travail-et-securite.fr>

<http://www.inrs.fr/>

INSEE (L'Institut national de la statistique et des études économiques)

L'**Insee** est une Direction générale du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (MINEFI). L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) collecte, produit et diffuse des informations sur l'économie et la société française afin que tous les acteurs intéressés (administration, entreprises, chercheurs, médias, enseignants, particuliers) puissent les utiliser pour effectuer des études, faire des prévisions et prendre des décisions.

L'Insee propose des publications nationales et régionales :

- des périodiques : Bulletin mensuel de la statistique, **Insee première, Économie et Statistique**, Annales d'économie et de statistiques, Insee Résultats (société et économie), Synthèses, Recueil d'études sociales, Économie Lorraine...

- **des collections : France Portrait Social, Tableaux de l'Économie française, Tableaux de l'Économie régionale, Données sociales....**

http://www.insee.fr/fr/ffc/accueil_ffc.asp?theme=3

IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales)

L'IRES a pour fonction de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale.

Les groupes de travail permanents :

- Emploi
- Revenu salarial
- Relations professionnelles
- Travail
- Les projets transversaux :
- Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale
- Actualité internationale des problèmes du travail
- Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles ;
- Temps de travail

Publications :

La Revue de l'IRES prend la suite, sous une forme renouvelée de La Note de l'IRES dont 20 numéros ont été publiés de mars 1984 à juin 1989.

La Chronique Internationale de l'IRES offre une analyse de la conjoncture sociale internationale et des dossiers thématiques.

La Lettre de l'IRES présente les travaux en cours des équipes de recherche, les rencontres et colloques et les parutions des centres de recherches syndicaux.

<http://www.ires-fr.org/index.htm>

IRESCO (Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines)

La base de données de la bibliothèque de l'IRESCO est reversée dans le Catalogue collectif de Sociologie du CCO. Le catalogue des périodiques reçus à la bibliothèque est consultable en ligne. Un important portail "Sociopôle" permet d'accéder à de multiples ressources en ligne, en France, destinées à la communauté des sociologues internautes. Possibilité de consulter en ligne les sommaires des revues accueillies par l'IRESCO : L'Année sociologique, **Cahiers du Genre**, Genèses, Sociétés contemporaines, **Travail, Genre et Sociétés**.

Fédération de laboratoires de sociologie : labos, revues, ressources, bibliothèque...

Site portail : <http://www.pouchet.cnrs.fr/>

IRIS (Institut de Recherche Interdisciplinaire en Socio-économie) est un centre de recherche pluridisciplinaire et mixte, université/CNRS. Il a vocation à mobiliser diverses formes de savoir (**sciences économiques, sociologie, sciences politiques, histoire**, etc.) autour d'un projet général qui est celui de l'étude des mutations économiques et sociales liées à l'évolution technologique et à l'innovation dans les sociétés complexes.

Chercheur en sciences économiques à l'IRES : **Pascal Ughetto**

Publications : Collection "**Cahiers Politiques**"

<http://www.dauphine.fr/>

Laboratoire de psychologie du travail et de l'action

Créé en 1990 au Conservatoire National des Arts et Métiers, par **Christophe DEJOURS**, le laboratoire de psychologie du travail prend, à partir de l'an 2000, le nom de laboratoire de psychologie du travail et de l'action.

Publication : la revue **TRAVAILLER** <http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/revue/index.html>

http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/membres_psych.html

LAS (laboratoire d'anthropologie sociale)

Le **LAS** créé en 1960 par **Claude Lévi-Strauss**, le Laboratoire d'Anthropologie Sociale est une unité mixte de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique, de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et du Collège de France.

Publications : Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie, L'Homme. Revue française d'anthropologie, Cahier de l'homme, Etudes rurales. Anthropologie. Economie. Géographie. Histoire. Sociologie

http://www.ehess.fr/html/html/CEN_3_41.html

Lasmas (Laboratoire d'Analyse Sociologique et des Méthodes Appliquées aux Sciences sociales)

Le **Lasmas** développe des analyses dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, des inégalités et ruptures sociales, des modes de vie, des réseaux sociaux et professionnels ainsi que des opinions et des valeurs, en s'appuyant notamment sur l'utilisation secondaire des grandes enquêtes.

Depuis l'automne 2004 le Lasmas s'est structuré en quatre équipes de recherche :

- Professions, réseaux, organisations (PRO) sous la responsabilité de Catherine Marry,

- Analyse de la cohésion sociale - données, méthodes, modèles (ACS-DM2) sous la responsabilité de Michel Forsé,
 - Equipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS) sous la responsabilité de **Serge Paugam**
 - Dynamiques et relations sociales (DYRESO) sous la responsabilité d'Alain Léger
- Le laboratoire est également membre fondateur de deux GDR-CNRS : "Marché du travail et genre (MAGE) et "CADRES".

Publication : **Les Cahiers du Lasmas** : <http://lasmas.iresco.fr/cahiers.php>
<http://www.cmh.ens.fr/>

LEST (Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail)

Laboratoire rattaché au CNRS et Centre associé au Céreq situé à Aix-en-Provence. Possibilité de télécharger la lettre du Lest et présentation de ses différentes publications. Catalogue en ligne des périodiques reçus à la bibliothèque.

En 2006, le **LEST** et le Centre de Science Politique Comparative (CSPC) prolongent la réflexion engagée en organisant les 4 et 5 septembre 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence un colloque intitulé " Travailler avec, travailler sur, être travaillé par : les acteurs professionnels de l'action publique face aux instruments de régulation ".

<http://www.lest.cnrs.fr>

LIRHE (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Ressources Humaines et l'Emploi) disciplines du Droit du Travail et du Droit Social, de l'Économie de l'Emploi et de la Gestion des Ressources Humaines.

La pluridisciplinarité, autour des thèmes de l'emploi et de la gestion des ressources humaines, constitue un mode de fonctionnement privilégié et représente une des marques distinctives du laboratoire parmi les structures de recherche comparables.

Laboratoire rattaché au CNRS et Centre associé au Céreq, situé à Toulouse. Accès aux **Notes du Lirhe** au format PDF, liste des **Cahiers du Lirhe**, avec résumés téléchargeables pour les plus récents, catalogue des travaux téléchargeables, liste des thèses du Lirhe, lien avec Sudoc pour les thèses et avec le Catalogue collectif de France. Portail de sites proposant des documents de recherches ou d'études en téléchargement.

<http://lirhe.univ-tlse1.fr/>

LISE, depuis 2004, fédère les forces du : Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur les Organisations et le travail (GRIOT) et celles du Laboratoire de Sociologie du Changement Institutionnel (LSCI). Le LISE est implanté dans deux lieux parisiens : le Cnam et l'IRESO.

Michel Lallement et **Jean-Louis Laville**, co-directeurs du LISE.

<http://www.lise.cnrs.fr/>

Mage (MArché du travail et GENre)

Le GDR Mage est le premier et seul groupement de recherche centré sur la question du genre. En 2003 il devient GDR européen, sous la direction de **Margaret Maruani**.

publication : une revue semestrielle : **Travail, genre et sociétés** qui a pour vocation de confronter les points de vue de chercheurs (sociologues, économistes, juristes, historiens, etc.) sur les inégalités entre hommes et femmes au travail et plus largement sur la place des femmes dans la société.

<http://www.mage.cnrs.fr/>

MATISSE (Modélisation Appliquée, Trajectoires Institutionnelles et Stratégies Socio-Économiques) (Centre associé du Céreq en Ile de France) : observatoires universitaires de l'insertion professionnelle

Créé en 1993 par le Céreq suite aux questions soulevées lors de l'exploitation des résultats de l'enquête du Céreq de 1991 auprès des diplômés de l'enseignement supérieur de 1988. Depuis sa création, le GTES a été régulièrement co-animé par un membre du Céreq (DEVA) et un membre d'un centre associé du Céreq en région. ce qui assure au GTES une existence nationale tout en lui permettant d'être sensible aux thématiques locales, régionales et nationales.

Ses domaines de recherche : l'insertion des jeunes et les systèmes de formation.

Jusqu'en octobre 2001, le **Matisse** a été dirigé par **Bernard Gazier**, Professeur à l'Université Paris 1 il a été remplacé depuis lors par Jean-Luc Outin, chargé de recherche CNRS.

Matisse suit l'analyse économique des dynamiques à l'œuvre dans les mutations des sociétés contemporaines, au sein de différents champs : travail et emploi, politiques sociales, industries et évolutions technologiques, et secteur culturel

Revue : **ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS**, se propose de contribuer aux renouvellements conceptuels et aux débats d'idées qui animent les sciences économiques et sociales du Travail, de l'Emploi et

des Relations professionnelles. Les travaux publiés évaluent les transformations des réalités socio-économiques, proposent une réflexion sur les concepts et les méthodes d'analyse de ces réalités.
<http://matisse.univ-paris1.fr/radojic/>

URMIS (Unité de Recherche "Migrations et Société")

L'**URMIS** est un laboratoire spécialisé dans l'étude des migrations et des relations interethniques qui regroupe des chercheurs relevant de plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, droit, histoire). Les recherches empiriques conduites dans les différents programmes du laboratoire sont l'occasion de confronter les questions théoriques et méthodologiques posées par les modalités d'insertion des populations immigrées, la constitution d'espaces migratoires transnationaux, les dynamiques culturelles dans les sociétés pluri-ethniques.

L'équipe participe à plusieurs réseaux de recherche : "Droit, langues, cultures", "Marché du travail et genre" (MAGE), "Socio-économie de l'habitat", "Femmes en migration" (CEDREF).

Maryse Tripiet, Alain Morice : chercheurs de l'équipe de Paris

Publication : la revue **Cahiers de l'Urmis** (en ligne)

<http://www.unice.fr/urmis-soliis/>

laboratoires de recherche en région

Le Centre associé au Céreq de Rouen, rattaché à l'Université de Rouen, est dirigé par M. **Charles Gadéa**, Professeur de **sociologie**. Son activité se déploie à partir de questions liées à la sociologie des professions, de l'insertion professionnelle et de la formation, notamment la formation continue. Quatre axes de recherche sont développés :

- la question de la construction, la transmission et la validation des qualifications, savoirs et compétences,
- la dynamique des groupes professionnels,
- la dimension structurante du genre dans le marché du travail,
- l'insertion professionnelle des sortants du système éducatif, les politiques nationales ou locales de formation, d'emploi, de lutte contre l'exclusion.

GRIS (Groupe de Recherche Innovations et Sociétés)

Le GRIS est le laboratoire de recherche du Département de sociologie de l'**Université de Rouen**, ayant le statut d' « Equipe d'accueil ». Il est composé d'une cinquantaine de chercheurs en sociologie et en anthropologie : enseignants-chercheurs, chercheurs associés et doctorants.

Les recherches développées portent sur l'étude des innovations dans les sociétés contemporaines, appliquées aux domaines suivants : le travail et les professions, les qualifications et les compétences, la santé, la technique et la science, l'éducation, la formation, la culture, les questions urbaines, et les politiques locales. http://www.univ-rouen.fr/jsp/fiche_pagelibre.jsp?STNAV=LGRIS&RUBNAV=&CODE=09511370&LANGUE=0

LERS (Laboratoire d'Etude et de Recherche Sociales)

Le LERS fondé en 1983, est le laboratoire de l'**Institut du Développement Social**. Il a la vocation de produire des données par le moyen de recherches et d'études, de transmettre des connaissances et d'observer les évolutions des pratiques dans le champ politique et social. C'est un « lieu » de production sociologique, discipline privilégiée pour comprendre les transformations sociales complexes à l'intersection du politique, de l'éthique, du social et de l'économique. Le Lers privilégie dès lors plusieurs axes de recherche :

- l'action sociale ;
- les qualifications professionnelles de l'intervention sociale ;
- les politiques de la ville, de la régulation sociales et de la sécurité ;
- l'ethnicité et l'immigration ;
- l'intégration et les discriminations

Site Web : www.ids.fr

Contact : lers@ids.fr

La Fondation Dublin : Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Organisme tripartite de l'Union européenne créé en 1975, la Fondation a pour mission de fournir des informations aux membres et au personnel des institutions européennes ainsi qu'aux partenaires sociaux (syndicats, organisations patronales, gouvernements des États membres) et de contribuer à la conception et à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail.

Publication : **Les cahiers de la Fondation** (téléchargeables) rassemblent les résultats des recherches effectuées au cours de nombreuses années sur un certain nombre de grands thèmes :

- Promouvoir un meilleur emploi

- Favoriser l'égalité des chances

- Gérer la diversité

- Soutenir l'insertion sociale

- Suivre l'utilisation changeante du temps

- La Fondation continue à élaborer ses travaux de recherche dans de vastes domaines en développant l'Observatoire européen <http://www.fr.eurofound.eu.int/working/working.htm> des conditions de travail.

<http://www.fr.eurofound.eu.int/contact.htm>

L'Observatoire du Travail

L'Observatoire du Travail est le fruit d'un partenariat entre Bernard Brunhes Consultants-Groupe BPI, L'Express et BVA. Son objectif est de faire le point - trois fois par an - sur l'état d'esprit des salariés du privé et du public : quelle relation entretiennent-ils avec leur travail et leur entreprise ? comment cette relation évolue-t-elle ou va-t-elle évoluer, selon eux ? quels espoirs, quelles craintes face aux changements attendus - internes ou externes à leur entreprise ou administration ? etc.

http://www.groupe-bpi.com/page_observat.html

Conseil d'Orientation pour l'Emploi (COE)

Le Conseil d'Orientation pour l'Emploi a pour mission de contribuer à éclairer la prise de décisions sur toutes les questions relatives au fonctionnement du marché du travail et aux politiques de l'emploi.

<http://www.coe.gouv.fr/>

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

L'Institut, dont le règlement a été formellement adopté le 20 décembre 2006, est conçu comme un appui technique tant pour les Etats membres que pour les institutions communautaires – dont notamment la Commission – afin d'assurer au mieux la mise en œuvre de la politique communautaire en matière d'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

L'Institut assurera la collecte et l'analyse de données objectives, fiables et comparables au niveau communautaire, le développement d'outils méthodologiques appropriés notamment pour l'intégration de la perspective du genre dans les politiques communautaires; il facilitera l'échange de bonnes pratiques, le dialogue entre acteurs concernés et donnera une plus grande visibilité aux citoyens européens de cette politique.

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/gender_institute/index_fr.html

Observatoire des inégalités : Contribue à éclairer, par sa position d'observation, les choix publics en dressant un état des lieux, et ainsi de formuler des pistes pour avancer vers l'égalité

<http://www.inegalites.fr/>

Observatoire national de la pauvreté : Créé en 1998, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale a pour mission de rassembler les données, jusque là dispersées, sur les situations de pauvreté, de précarité et d'exclusion sociale.

http://www.social.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=5

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/espaces/social/partenaires-institutionnels-associatifs/observatoire-national-pauvrete-exclusion-sociale-onpes/presentation-onpes-6008.html>

Observatoire National des pratiques en Santé Mentale et Précarité (ONSPM). Il s'adresse à un public de professionnels du champ sanitaire et social qui, dans l'exercice de leur fonction, sont confrontés à la souffrance psychique.

<http://www.orspere.fr/>

SITES OFFICIELS

AFPA organisme de formation professionnelle qualifiante pour adultes, demandeurs d'emploi et salariés en France et en Europe. intervient sur l'ensemble des questions d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de validation des acquis professionnels et de conseil en matière de ressources humaines. Sur son site, dossier thématique, fichier métier...

<http://www.afpa.fr/>

Agence Nationale pour l'amélioration des Conditions de travail (ANACT)

Dossiers thématiques : santé et travail ; compétences ; organisation et technologie ; âges, travail et emploi

http://www.anact.fr/portal/page?_pageid=497,131532&_dad=portal&_schema=PORTAL

Agence en région : Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Haute-Normandie

<http://www.haute-normandie.aract.fr/index.php>

ANPE

<http://www.anpe.fr/>

<http://www.anpe.fr/observatoire/>

Dans le cadre de son Observatoire, l'ANPE publie des études et synthèses statistiques sur le marché du travail et de l'emploi. Les thèmes de publication : métiers, emploi & activité, publics....

La WebTV ANPE : des vidéos métiers en ligne

<http://webtv.anpe.net>

Ce site vous propose 3 espaces de consultation des vidéos réalisées par l'ANPE :

- L'espace actualités présente en 2 minutes maximum des opportunités d'emploi, un agenda des forums emploi, et "à l'affiche", des reportages sur des dispositifs d'aide à la recherche d'emploi.
- L'espace métiers qui recrutent propose une sélection de vidéos sur les métiers porteurs et ouverts au crédit d'impôt.
- Le catalogue métier propose 120 vidéos métiers regroupées par secteurs professionnels.

Assedic : <https://www.assedic.fr/assedic/assedic.portal>

Légifrance : L'essentiel du droit français: texte intégral des codes, des conventions collectives et des lois et décrets depuis 1978 et le Journal officiel depuis 1990.

<http://www.legifrance.gouv.fr/>

Site du **ministère de l'emploi, de la cohésion sociale, et du logement** l'ensemble des informations pratiques sur le droit du travail

<http://www.travail.gouv.fr/informations-pratiques/fiches-pratiques/91.html>

et aussi la vidéothèque

<http://www.travail.gouv.fr/publications-videotheque/videotheque/52.html>

Publications Dares

<http://www.travail.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques/etudes-recherche/publications-dares/98.html>

Service-public : le portail de l'administration française

<http://www.service-public.fr/>

Le portail "**vie-publique.fr**" , service édité par la Documentation française dans le cadre de sa mission générale d'information et de documentation sur l'actualité politique, économique, sociale et internationale, propose des ressources et données utiles pour appréhender les grands sujets qui animent le débat public.

<http://www.vie-publique.fr/>

REVUES en ligne

La revue électronique **@ctivités** publie des textes à finalité de recherche et des textes à finalité réflexive sur l'intervention.

Il s'agit de contribuer à définir l'activité en tant que concept théorique. L'objectif est de développer l'expérience de l'intervention et son efficacité. Les textes issus d'interventions, pour le diagnostic ou la conception, menées dans des situations de travail ou de la vie quotidienne (organisation, dispositifs, ressources, outils,..) s'attacheront plus particulièrement à mettre en évidence comment intervenir par et sur l'activité.

<http://www.activites.org/>

Cahiers du Genre entendent mettre l'accent sur les débats théoriques relatifs aux rapports sociaux de sexe et de pouvoir. Cette publication, qui paraît deux fois l'an, a pour objectif de contribuer à la production de nouveaux outils, concepts et analyses dans le champ des sciences sociales.

http://cahiers_du_genre.iresco.fr/index.htm

***Sommaire et résumé en ligne**

Cahiers de l'Urmis sont publiés par l'unité de recherche Migrations et société, (Urmis-Soliis), laboratoire spécialisé dans l'étude des migrations et des relations interethniques qui regroupe des chercheurs relevant de plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, droit, histoire). La revue est avant tout le reflet des travaux en cours et des nouveaux chantiers de recherche dans le laboratoire, un lieu de débat avec les équipes françaises et étrangères et un support d'expression pour les doctorants et les jeunes chercheurs.

L'essentiel des articles des Cahiers de l'Urmis sont diffusés en ligne sur le site de revues.org :

<http://urmis.revues.org>

et sur RevEL, plateforme de publications de l'Université de Nice-Sophia Antipolis.

<http://www.unice.fr/urmis-soliis>

Genèses, une revue trimestrielle de sciences sociales et d'histoire

La revue "Sociétés Contemporaines", créée en 1990 à l'initiative de l'IRESKO, se propose de contribuer aux échanges et aux interactions entre la sociologie et les disciplines voisines : démographie, économie, géographie, sciences politiques, histoire, anthropologie, ethnologie, psychologie sociale.

Comité de rédaction **Gérard Noiriel**

<http://www.iresco.fr/revues/geneses/presentation.htm>

***uniquement résumés d'articles**

Hommes & Migrations étudie tous les processus, sociaux, économiques, politiques, culturels, anthropologiques ou autres, qui découlent, même indirectement, du phénomène migratoire : cohabitation entre les cultures et les peuples ; racisme et antiracisme ; nationalisme ; laïcité, dialogue entre les religions...

Sommaire et résumé sont en ligne ainsi que quelques articles en intégral.

<http://www.hommes-et-migrations.fr/>

Idées : la revue des professeurs de **Sciences Economiques et Sociales** (créée en 1969, à peine deux ans après la naissance des SES ; nécessité imposée par les caractéristiques de cette nouvelle discipline). Chaque numéro est organisé autour d'un dossier thématique. Certains articles téléchargeables sont proposés sous une forme identique à l'original.

Voir sur notre thématique : **n° 137, n° 139.**

<http://www.cndp.fr/revueedes/>

La revue de la CFDT propose tous les deux mois un dossier thématique d'actualité, avec des contributions de responsables de l'organisation et de textes d'experts, ainsi que des informations clés pour compléter ses connaissances. N°s téléchargeables sur site sauf le dernier.

La partie "Éclairages" présente des sujets concernant la CFDT.

http://www.cfdt.fr/cfdt_a_z/connaître/publication/la_revue.htm

Depuis 1981, **La Revue du M.A.U.S.S.** s'est imposée comme une des toutes premières revues interdisciplinaires et un des lieux importants du débat public en France. Elle offre des perspectives inédites en **sciences économiques, en anthropologie, en sociologie ou en philosophie politique**. Elle a contribué au développement de tout un ensemble de théories et d'approches originales — dont le plus petit commun dénominateur est probablement ce qu'elle appelle le

paradigme du don —, qui la font maintenant apparaître comme l'organe d'un courant de pensée original dans le champ des sciences sociales et de la philosophie politique.

Directeur de la publication : **Alain Caillé** qui est aussi le directeur de **GEODE** un laboratoire de recherches pluridisciplinaires qui associe sociologues, historiens, politistes, philosophes, anthropologues et ethnologues. Sa mission principale consiste à étudier l'expérience et l'idée démocratiques, la sociologie électorale, l'histoire ou l'analyse juridique des institutions républicaines, les doctrines des grands penseurs de la démocratie et de l'anti-démocratie, par exemple, la dynamique démocratique ou encore les multiples formes de la contestation de la démocratie.

<http://www.revuedumauss.com/>

***sommaire et introduction téléchargeables**

PISTES Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé (PISTES) est une **revue électronique** scientifique interdisciplinaire s'intéressant aux aspects sociaux et humains du travail et à leurs liens avec la santé des personnes. Elle privilégie les approches de recherche prenant en compte le travail réel et s'intéresse particulièrement aux thématiques innovatrices sur le travail et la santé.

<http://www.pistes.uqam.ca/>

Plein droit, la revue du GISTI. se veut avant tout un outil de réflexion, mais aussi de combat, placé à un endroit hautement stratégique : la croisée des chemins entre l'immigration et le droit. Depuis 1987, "Plein Droit" donne la parole aussi bien à des chercheurs, universitaires, juristes, qu'à des membres de l'association, pour faire progresser la réflexion sur la place des étrangers dans la société française. Chaque numéro s'article autour d'un thème principal.

Articles en ligne.

<http://www.gisti.org/spip.php?rubrique38>

Travail, genre et sociétés, revue semestrielle créée par le groupement de recherche Marché du travail et genre en Europe (Mage - CNRS) est une revue pluridisciplinaire et européenne. Elle a pour vocation de confronter les points de vue de chercheurs (sociologues, économistes, juristes, historiens, etc.) sur les inégalités entre hommes et femmes au travail et plus largement sur la place des femmes dans la société. **Margaret Maruani** est directrice de la revue, **Tania Angeloff** fait partie du comité de rédaction .

<http://www.tgs.cnrs.fr/numannees.htm>

*** Sommaire et résumé en ligne**

La Revue **Travailler**, revue internationale de Psychopathologie et Psychodynamique du travail, est une revue ouverte aux débats, mais fermement argumentée du point de vue théorique. L'éventail des articles est large : contributions émanant de toutes les branches des sciences humaines aussi bien que des sciences de l'ingénieur ou des sciences médico-biologiques, dans la mesure où elles traitent du travail ou de l'action.

Pascale Molinier est la rédactrice en chef de la revue Travailler

<http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/revue/index.html>

*** Sommaire en ligne, résumés des articles et quelques articles téléchargeables (numéro 3).**

Ville-École-Intégration, revue créée en 1973, anciennement :

- Migrants Formation (octobre 1973 - mars 1998)
- VEI Ville École Intégration (juin 1998 - décembre 1999)
- VEI Enjeux (mars 2000 - mars 2002)
- Ville École Intégration Enjeux (juillet 2002 - mars 2004)

Ville Ecole Intégration Diversité est une revue trimestrielle dont les champs d'étude portent sur la ville, l'école et l'intégration, dans la complexité de leurs croisements. Les problèmes urbains, sociaux et éducatifs se télescopent, en effet souvent au détriment des mêmes personnes, des mêmes enfants, souvent d'origine immigrée, dans des lieux autrefois qualifiés de quartiers populaires puis de banlieues et que l'on ne sait désormais même plus nommer très précisément.

Les articles de cette revue sont téléchargeables. <http://www.cndp.fr/vei/>

Le prochain numéro - n° 149, juin 2007- s'intitule : « Enseigner l'histoire de l'immigration »

EDITEURS

Éditions La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Rendre compte des meilleurs travaux de recherche en **sciences humaines et sociales** : dans de nombreuses disciplines (géopolitique, philosophie, histoire, sociologie, économie, sociologie des sciences, anthropologie, etc.), des chantiers intellectuels novateurs, contribuant au renouveau de la pensée critique, se sont développés ces dernières années. Ils sont accueillis dans les collections « Textes à l'appui », « Recherches », « Sciences et société », Armillaire, ainsi que dans les revues Hérodote, La Revue du MAUSS et Mouvements.

Recherches/Bibliothèque du M.A.U.S.S.

Dirigée par **Alain Caillé**, la collection « Recherches / Bibliothèque du M.A.U.S.S. » accueille, issus de toutes les disciplines des sciences sociales, venant d'auteurs confirmés ou débutants, les travaux qui attestent de la pertinence d'un questionnement anti-utilitariste dans les champs les plus divers de la pensée.

Cette collection accueille la série « Économie solidaire et démocratie », animée par le CRIDA (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie), qui s'attache à l'analyse du fait associatif dans la perspective d'une économie et d'une démocratie plurielles.

<http://www.editionsladecouverte.fr/repere/index.asp>

Editions La Dispute

109 Rue Orfila 7
75020 Paris

Editions Le Croquant

Broissieux
73340 Bellecombe-en-Bauges

Les Éditions du Croquant publient des ouvrages de chercheurs en **sciences humaines** en étroite collaboration avec l'association Raisons d'Agir, des témoignages d'expériences sociales innovantes et des travaux de collectifs du mouvement social.

Les collections :

Savoir/Agir : Une collection d'intervention critique dirigée par l'association Raisons d'Agir qui est la continuité du travail initié par Pierre Bourdieu

Artisans d'utopie : Les formes sociales innovantes.

Turbulences : essais critiques, prises de position à contre-courant.

Idées coopératives : débats de société sur la place de la personne dans les activités économiques, sur la démocratie en entreprise, sur les nouveaux statuts du salarié.

<http://atheles.org/editionsducroquant/>

Éditions de l'EHESS

131 boulevard Saint-Michel
75005 PARIS

Les Éditions de l'EHESS publient des ouvrages représentatifs de l'actualité de la recherche en **sciences humaines**. Depuis la fondation en 1947 de la VI^e section de l'École pratique des hautes études, les Éditions accompagnent les transformations de cet établissement devenu en 1975 l'École des hautes études en sciences sociales.

Le catalogue propose actuellement environ 650 références, réparties entre une dizaine de collections et huit revues de rayonnement international.

<http://www.ehess.fr/html/html/155.html>

Editions ERES

Société d'éditions "Recherches et synthèses"

11 rue des Alouettes -
31520 Ramonville Saint-Agne

Les éditions Erès, créées en 1980, sont une maison d'édition spécialisée dans le domaine **des sciences humaines** et des pratiques qui s'en inspirent. Fidèles aux idées humanistes et sociales de Georges Hahn, elles privilégient la diversité des approches théoriques, cliniques et sont ancrées dans la réalité des pratiques professionnelles, tout en étant vigilants quant à la qualité scientifique et/ou technique mais surtout humaine et éthique.

nouvelle collection : Sociétés en changement dirigée par **Jean-Louis Laville**, sociologue, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Relations de service » et codirecteur du LISE : Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS-CNAM, Paris). Il s'intéresse à **l'analyse de nos sociétés du côté de l'économie**.
<http://www.edition-eres.com/>

Octares Editions

24, rue Nazareth
31000 Toulouse

Les collections :

Travail et Activité Humaine dirigée par François Daniellou, **Gilbert de Terssac** et **Yves Schwartz**,

Colloque : le but et les orientations de la " Collection Colloque " sont de dresser à un instant donné l'état des lieux dans différents domaines suite à une rencontre entre professionnels. Les contributions réunies dans cette " Collection Colloques " émanent à la fois de laboratoires de recherche et d'acteurs de terrains. Cette collection permet de rassembler les communications présentées lors des colloques.

Applications de l'anthropologie dirigée par Jean-François Baré et Philippe Geslin. Comité scientifique Jean-François Baré, Philippe Geslin, Annie Hubert Gérard Lenclud, Claude Raynaut
La collection « Applications de l'anthropologie » souhaite témoigner de cette double évolution du monde et de la pratique anthropologique, par l'édition et la diffusion de textes vivants et écrits aussi simplement que possible.

<http://www.octares.com>

Les Editions Qui Plus Est

Sylvie Darré et Isabelle Randé
1, impasse de la baleine
75011 – Paris

Après huit années d'expérience aux éditions EAP (Editions et Applications Psychologiques), -en tant que responsable du département orientation-insertion-, et responsable d'éditions, Sylvie Darré et Isabelle Randé ont créé en 2004 Les Editions «Qui plus est »

Les publications et formations concernent essentiellement les professionnels de **l'orientation, du bilan, de la formation et des ressources humaines**.

Voir rubrique : ouvrages

<http://www.editionsquiplusest.com/>

Médias, pour en savoir +

France Culture : rubrique programmes <http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture/programmes/> et consulter les archives des émissions ci-dessous référencées

- **Les chemins de la connaissance** , du lundi au vendredi de 11h30 à 12h des thématiques renouvelées et centrées sur l'histoire des sensibilités, des mentalités, des idées ou des religions, la philosophie ou l'éthique.

- **L'économie en questions**, Le lundi de 19 h 30 à 20 h 30 L'objectif de l'émission, est de questionner l'économie pour tenter de comprendre l'évolution des sociétés contemporaines, A travers l'apport d'informations et les analyses des experts, il s'agit de fournir des éléments de réflexion pour juger des grands enjeux en cours ou à venir.

- **La nouvelle fabrique de l'histoire** du lundi au vendredi de 10h à 11h L'objectif de l'émission est de montrer le lien qui nous unit individuellement ou collectivement au passé.

France Inter : émission de Daniel Mermet : **Là-bas si j'y suis**

57 émissions sur le thème de la précarité et du chômage.

http://www.la-bas.org/mot.php3?id_mot=22

L'association **Ciné-Travail** s'est constituée à Lyon afin de créer des rencontres entre représentants du monde du travail et de l'entreprise, des consultants, des chercheurs en sciences humaines et sociales, des universitaires, des étudiants, des professionnels de l'audiovisuel autour d'un champ d'intérêt commun : filmer le travail, pourquoi et comment ?

Faire se rencontrer des publics et des professionnels différents également concernés par le travail mais dont les points de vue peuvent être divergents et/ou complémentaires afin de susciter des débats.

D'interroger le langage cinématographique dédié au travail : en quoi enrichit-il les regards sur le travail mais aussi en quoi le travail inspire-t-il le cinéma ?

De promouvoir le développement de la réflexion sur le cinéma et de toutes formes d'expression sur le thème « Filmer le travail ».

http://www.cine-travail.org/all_page.asp?lg=fr

TFS Téléformation & Savoirs

rubrique Ressources , Vidéothèque

<http://www.tfs.afpa.fr/site2/index.asp>

Oasis-TV.net

Voir rubrique « **histoire des techniques, hommes et travail** » qui porte sur les apports de la science au regard des grandes mutations socio-économiques et techniques (vidéos de conférences)

<http://www.oasis-tv.net/>

Les différentes **chaînes de télévision** ont programmé assez régulièrement des documentaires sur le monde du travail . **La sélection suivante - qui illustre les différentes thématiques de nos conférences - permettra d'être attentif aux rediffusions.**

Sur France 5

Vu à la télé, la saga des immigrés. Édouard Mills-Affif, Anne Riegel. 2005

Un documentaire en deux volets de 52 minutes chacun sur la représentation de l'immigration à la télévision française.

L'agence . Yves Riou, Philippe Pouchain. Octobre 2005 : portrait de chercheurs d'emploi en 3 volets retraçant le quotidien des demandeurs d'emploi et des employés de l'ANPE.

Le grand méchant stress. Philippe Jarriault. Septembre 2005 (médecin coordinateur chez Renault)

Mon boulot, l'europe et moi. Anne Kunvari. 2005.

"Journal" du combat mené par les salariés de l'usine Ronal en Lorraine, qui montre les mécanismes de la délocalisation.

La sieste, quel boulot. Chantal Lasbats. 2004

Champions du monde du taux d'activité, les salariés français sont aussi champions du monde des anxiolytiques. Les experts sont formels, la sieste est une revendication très sérieuse.

Jours précaires. Cyril Mennegun. 2004

A travers le portrait de 2 personnes, le réalisateur nous fait partager le quotidien de "travailleurs pauvres".

Le plafond de verre. Yamina Benguigui. 2003

Réflexion autour de la discrimination sur le marché du travail

Moulinex, la mécanique du pire. Gilles Balbastre. 2003

Le réalisateur a demandé "comment cela a-t-il pu arriver à une entreprise aussi célèbre ? " aux anciens PDG, cadres dirigeants et ouvriers de Moulinex.

Sur le site de France 5. rubrique : **Bien vivre le monde du travail** <http://emploi.france5.fr/>

Sur France 2

Femmes précaires. Marcel trillat. Janvier 2006

Le quotidien de femmes qui luttent quotidiennement contre la misère.

Les tenaces. Karin anska. 2004

Le quotidien de "travailleurs pauvres", notamment le problème du logement.

Sur Arte

Welcome Europa. Bruno Ulmer. 2006

Documentaire qui présente l'errance de migrants kurdes clandestins.

La vie par les bords. François Bon, Fabrice Cazeneuve. Janvier 2006.

Paroles d'élèves d'un lycée professionnel.

Sur Canal +

Dans la peau d'un noir. Renaud Le Van Kim, Adrien Soland, Stéphanie Pelletier. 2007

Documentaire spectaculaire qui révèle l'ampleur des discriminations au quotidien. Pendant un mois, grâce à un maquillage perfectionné, 2 familles échangent leur couleur de peau.

Centres de ressources participant au réseau Ranfor

Centre de ressources du CAFOC

GIP FCIP – Groupement d'Intérêt Public « Formation continue et insertion professionnelle »

2, rue du Docteur Fleury

BP 102

76134 MONT-SAINT-AIGNAN Cedex

Tél. 02.32.08.96.60

Fax 02.32.02.97.00

E-mail : cecile.feydel@ac-rouen.fr

Site Internet :

http://www.ac-rouen.fr/rectorat/enseignements_formation-continue/home.htm

*Personne à contacter : **Cécile FEYDEL***

HORAIRES D'OUVERTURE

Du lundi au vendredi : 9 h à 17 h 30

De préférence sur rendez-vous.

Centre de ressources du CREFOR

Centre de Ressources pour la Formation Professionnelle en Haute-Normandie

Immeuble Normandie I - 98, avenue de Bretagne - BP 1152

76176 ROUEN CEDEX 1

Tél. 02.35.73.98.79 / 89

Fax 02.35.73.07.60

E-mail : crefor@crefor.asso.fr

dominique.rousselein@crefor.asso.fr

Site Internet : <http://www.crefor.asso.fr>

*Personnes à contacter : **Emmanuel CHRISTAIN***

Céline MOTHELAY

Dominique ROUSSELIN-LEGRAND

HORAIRES D'OUVERTURE

Sur rendez-vous.

Centre de ressources de l'IDS

*INSTITUT DU DEVELOPPEMENT SOCIAL – CERIS
Centre d'Expertises et de Ressources en réseau pour l'Intervention
Sociale (CERIS-IDS)
Route de Duclair
BP 118
76380 CANTELEU*

*Tél. 02.32.83.25.02
Fax 02.32.83.25.53*

E-mail : ceris@ids.fr

Site Internet : <http://www.ids.fr/>

*Nom de la responsable du CERIS : **Christine Batime***

*Personne à contacter : **Marie-Noëlle Fabre***

HORAIRES D'OUVERTURE

Lundi : 13h00 – 18h00

Mardi : 8h30- 18h00

Mercredi, Jeudi : 8h30 - 17h30

Vendredi 8h30 - 17h00

Centre de ressources de l'IFA

*Institut des Formations par Alternance
11, rue du Tronquet
76130 MONT-SAINT-AIGNAN*

*Tél. 02.35.52.85.00
Fax 02.35.52.85.19/10*

E-mail : germaine.doley@ifa-rouen.fr

Site Internet : <http://www.rouen.cci.fr/ifa>

*Personnes à contacter : **Germaine DOLEY***

HORAIRES D'OUVERTURE

*Du lundi au jeudi : 8h00 - 17h30
Vendredi : 8h00 - 13h00*

